

N°375
MARS/AVRIL 2007

<http://www.mcc.asso.fr>
5 € - ISSN 0223 5617

Responsables

mouvement chrétien des cadres et dirigeants



DOSSIER

Élections

sur quoi fonder mes choix ?

Sommaire

ÉDITORIAL **Faire société aujourd'hui** R. de Maindreville p. 3 • RENCONTRE avec **Patrick Boissier**, **Quand un patron renverse la vapeur** p. 4 • DOSSIER **C. Bonnet, L. Tertrais, C. Mazars, M. Noblecourt, P. de Charentenay, J. Krieg, D. Garnier, C. Collignon, J.-L. Ménager** p. 6 • DES LIVRES p. 24 • VIE D'ÉQUIPE **Bernard et Banca ne se sont pas choisis, et pourtant...** p. 26 • RETRAITES ET SESSIONS p. 27 • QUESTION D'ÉQUIPE **Quel est lien du MCC à l'Église ?** E. Chauty p. 28 • VIE DU MOUVEMENT **La solidarité, une attitude spirituelle** R. de Maindreville p. 29, **Pour une société solidaire, les propositions de l'équipe nationale du MCC** p. 31 • LA LETTRE INTERNATIONALE DU MCC N° 101 p. 34 • VISAGE DU MCC **Martine Parent** p. 38

Responsables

Le journal du Mouvement chrétien des cadres et dirigeants

Il fait le lien entre les six mille membres du MCC, des jeunes professionnels aux cadres chrétiens en retraite active.

Il présente les nouvelles orientations dans la vie du mouvement. Il informe sur les grandes priorités du MCC, avant tout, celles qui placent

l'homme au cœur de l'entreprise et de la société. Il est un soutien pour la foi et la réflexion. Il propose des thèmes et des schémas pour des réunions d'équipe. Il est une aide dans la recherche de cohérence, entre le sens que nous voulons donner à notre vie et le monde qui nous entoure. Il participe au débat sur les problématiques actuelles de notre société et sa rapide évolution.

À travers des dossiers, des réflexions, des rencontres, des témoignages, des pages de vie spirituelle...



A collectionner :

deux numéros spéciaux de 52 pages chacun. Ils présentent la synthèse des principaux débats du congrès du MCC.

- **Abonnez-vous. Réabonnez-vous.** Faites découvrir votre journal à de nouveaux lecteurs et lectrices. Nous vous remercions de contribuer ainsi au rayonnement du MCC. Bon d'abonnement en p. 39.
- **Pour commander ce numéro ou un ancien numéro de Responsables**
N° 355 Agir pour un monde plus humain. N° 356 Réussir sa vie (spécial Jeunes professionnels). N° 357 Le goût du risque (spécial université d'été du MCC). N° 358 L'entreprise, un lieu où pardonner? N° 359 Crise du politique, comment réagir? N° 360 Travail et handicap, un choix de société. N° 361 Un dialogue social à réinventer. N° 362 Comment répondre à l'individualisme? N° 363 Des chrétiens en quête de cohérence. N° 364 La performance jusqu'où? N° 365 Quel sens a mon travail? N° 366 Dans quel monde voulons-nous vivre? (spécial université d'été du MCC). N° 367 Que faire pour la terre? N° 368 L'urgence de créer du lien social. N° 369 Investir dans le développement. N° 370 Le monde s'ouvre, et nous? N° 371 Vivre ses responsabilités. N° 372 Management et foi chrétienne font-ils bon ménage? (université d'été du MCC). N° 373 Spécial congrès n°1. N° 374 Spécial congrès n°2. N° 375 Élections, sur quoi fonder mes choix?
- **Écrivez sur papier libre** les numéros et la quantité que vous souhaitez commander, ainsi que vos coordonnées postales. Joignez un chèque à l'ordre de l'USIC correspondant au montant des numéros commandés (5 € par numéro). Envoyez le tout à Responsables commandes - MCC - 18 rue de Varenne - 75007 Paris.
- **Retrouvez le sommaire détaillé, l'éditorial de chaque numéro et des propositions pour des réunions d'équipes sur :** <http://www.mcc.asso.fr>



Remi de Maindreville,
s.j., aumônier
national du MCC

Faire société aujourd'hui

Dans cette période préélectorale, les sollicitations ne manquent pas pour inviter les baptisés et les mouvements à réfléchir aux choix à faire, à questionner les élus et les candidats, à verser au débat des propositions en accord avec l'Évangile et à les soutenir. Serait-ce le signe d'une grande vitalité et d'un retour à l'action ? C'est en tout cas le signe d'une volonté d'implication plus grande, d'une revalorisation de la réflexion et des actes politiques. Prendre le temps, comme cela s'est déjà fait et se fera dans les équipes du MCC et dans divers secteurs, pour s'éclairer mutuellement, partager sur l'avenir de la société et sur les choix politiques, c'est déjà considérable. C'est vouloir faire société aujourd'hui.

C'est préférer agir même modestement dans le monde tel qu'il est, plutôt que de se tenir dans un désenchantement amer et dénonciateur, au nom d'une vision imaginaire d'un monde tel qu'il devrait être, même quand celle-ci revendique parfois un label chrétien et religieux. Pour les chrétiens, c'est suivre le Christ dans son incarnation, dans son baptême, son entrée et son intégration dans le peuple de Dieu, approuvé et guidé par l'Esprit et la voix du Père. Vouloir, à la suite du Christ, faire

ainsi société et regarder l'avenir, c'est exploiter la fécondité de notre congrès de Marseille des 13 et 14 mai dernier. La publication des « actes » dans deux numéros spéciaux¹ de *Responsables* est tombée à point. Nous y avons proclamé haut et fort qu'une solidarité renouvelée était incontournable pour construire un avenir plus juste et harmonieux.

Et nous l'avons explorée et déclinée dans huit domaines de la vie en société qui nous semblaient particulièrement cruciaux pour la qualité et l'avenir du rapport à l'autre, c'est-à-dire l'homme lui-même : finances et économie, le management, la santé, la pluralité culturelle et religieuse, l'exclusion et la fragilité, le développement, l'intergénérationnel, l'espace politique. Des analyses et des réflexions ont traversé notre congrès et peuvent continuer d'inspirer notre regard et notre action², particulièrement dans le domaine politique, celui de l'organisation et de

l'avenir de la société, auquel ce dossier de *Responsables* voudrait nous aider, lui aussi, à réfléchir. Au MCC, nous sommes souvent plus à l'aise

dans l'efficiace professionnelle, économique ou sociale, que sur le terrain mouvant de la politique. Pourtant s'engager dans cette démarche est décisif. Car il est essentiel que s'expriment aussi d'autres visages de la responsabilité. Il y va de la pertinence de mouvements chrétiens comme le nôtre.

*Une revalorisation
de la réflexion
et des actes politiques*

● (1) N° 373 spécial congrès n° 1 et 374 spécial congrès n° 2.

(2) Cf. travaux de l'équipe nationale p. 31.

Quand un patron renverse la vapeur

Patrick Boissier a dirigé, de 1997 à 2006, les Chantiers de l'Atlantique, groupe Alstom aujourd'hui propriété du Norvégien Aker Yard. D'une mort annoncée, celle des Chantiers, il a fait une éclatante réussite. Retour sur un parcours professionnel et humain où la patience, l'espérance et la confiance ne sont pas de vains mots. Propos recueillis par Solange de Coussemaker.

Le plan de relance ne pouvait aboutir qu'avec la mobilisation de toutes les parties

Comment êtes-vous arrivé à la présidence des Chantiers ?

Je suis passé par Polytechnique mais, contrairement à la plupart des X, sans faire d'école d'application. De ce fait, j'ai commencé à travailler à vingt-deux ans et me suis retrouvé directeur d'usine à vingt-neuf ans. Je voulais en effet travailler dans une entreprise industrielle et en production. Après dix ans dans la transformation de l'aluminium, chez Pechiney, je suis parti aux États-Unis faire un PMD¹ à Harvard ; ce type de formation prépare à des fonctions de manager et ouvre à d'autres types d'entreprises, de cultures et de fonctions.

De retour chez Pechiney, je suis ensuite resté trois ans chez Tréfinmétaux, filiale spécialisée dans le cuivre. L'entreprise ayant été vendue à un concurrent italien, Europa Metall, j'en ai pris la direction générale pendant six ans, jusqu'en 1993. J'ai choisi de quitter ce groupe pour un projet de reprise d'entreprise. Je m'étais donné un an pour étudier ce projet, mais j'ai été contacté par un autre groupe italien, Elfi, qui avait racheté Brandt et dans lequel je suis entré, pour prendre la responsabilité de la branche Chauffage et Climatisation². En 1997, j'ai été sollicité pour prendre la responsabilité de Chantiers de l'Atlantique.

Quelle était alors votre mission ?

En 1997, la construction navale était, après une période faste dans les années 1970-1975, en forte décroissance. Depuis la crise du pétrole, on assistait à un effondrement de cette activité face à la concurrence asiatique. Pour les chantiers européens, deux solutions étaient envisageables : soit disparaître comme en Grande-Bretagne ; soit continuer avec le soutien des subventions de l'État. La France avait choisi la

seconde solution, à une époque où l'État avait encore les moyens de cette politique.

Lors de mon arrivée, les aides à la construction navale devenaient de plus en plus difficiles à obtenir, Bruxelles menaçait même de les interdire. Chantiers de l'Atlantique était engagé dans une spirale infernale de baisse de charge et de perte de compétitivité.

La mission implicite de la société était alors d'accompagner la décroissance voire la disparition de la construction navale française en gérant au mieux les deniers de l'État

En quoi consistait le plan « CAP 21 » ?

Dès mon arrivée, nous avons lancé une étude stratégique avec l'assistance d'un cabinet extérieur pour nous aider dans le benchmarking³. Le constat fut le suivant : sur le marché des paquebots, marché à forte valeur ajoutée, la réputation de Chantiers de l'Atlantique était très bonne, la compétence du personnel et la qualité de l'outil industriel indiscutables ; mais nous étions handicapés par un manque de compétitivité. La capacité à prendre des commandes était limitée par la capacité de l'État à fournir des subventions. Le système des subventions pervertissait l'esprit de l'entreprise qui tournait ses efforts vers l'obtention de la subvention.

Nous avons donc élaboré le plan « CAP 21 » qui visait à rendre l'entreprise capable de produire des navires de manière rentable sans subvention. Dans un marché en croissance il devenait alors possible de prendre des commandes, ce qui devait faciliter l'amélioration de la compétitivité. Le plan fixait à l'entreprise trois objectifs à trois ans : améliorer la performance de l'entreprise par une baisse de 30 % du coût de production des navires ; obtenir le leadership mondial sur le marché des paque-

● (1) Program Management Development.

(2) Dont Chaffoteaux et Maury représentait une partie importante.

(3) Comparaison des performances et méthodes de travail entre entreprises.

bots, et augmenter la production en passant de un et demi à quatre ou cinq bateaux par an.

Ce plan ne pouvait aboutir qu'avec la mobilisation de toutes les parties prenantes : clients, fournisseurs et sous-traitants, salariés et État. Nous avons rassuré les grands clients de la croisière sur l'avenir du chantier en leur présentant le plan CAP 21, ils l'ont jugé crédible puisqu'en trois ans, ils nous ont confié des commandes pour quinze paquebots.

Aux quatre mille salariés et aux représentants du personnel nous avons présenté une alternative : soit on continuait à vivre de subventions et le chantier finirait par disparaître, soit nous adoptions une sortie par le haut avec le plan CAP 21 tout en sachant que ce plan nécessitait des remises en cause dans les manières de travailler. Nous avons obtenu leur adhésion et leur participation grâce au caractère fédérateur et mobilisateur de CAP 21.

Aux fournisseurs et sous-traitants dont le travail représente plus de 75 % du coût d'un navire, nous avons transmis ce message : « Nous ne pouvons pas être leader mondial si nos fournisseurs et sous-traitants ne sont pas eux-mêmes les meilleurs dans leur domaine et s'ils ne s'engagent pas, avec nous, à baisser les coûts de 30 %. En échange nous sommes prêts à prendre des engagements à long terme et à signer avec eux des accords de partenariat ».

Aux pouvoirs publics nous avons dit : « Aujourd'hui vous financez la construction navale sans espoir que cela ne s'arrête, sauf le jour où il n'y aura plus de construction navale en France. Nous vous proposons de ne plus avoir à subventionner la construction navale dans trois ans, non pas parce qu'elle aura disparu, mais au contraire parce qu'elle sera devenue une industrie profitable et créatrice d'emplois. Mais pour cela nous avons besoin que, pendant ces trois années, vous mainteniez le montant global des aides car nous aurons besoin de moins en moins d'aide par navire, mais nous ferons de plus en plus de navires, jusqu'à ce qu'au bout de trois ans nous soyons capables de produire de manière rentable sans aide. »

À la fin de la période de CAP 21, nous avons baissé les coûts de construction de 28 %, multiplié le chiffre d'affaires par trois, construit quatre navires par an et embauché deux mille cinq



Agé de 57 ans, fils et petit-fils d'industriel, **Patrick Boissier** se définit comme un homme de production et de terrain. « La réalisation d'un paquebot nécessite un grand nombre de parties prenantes en raison de la complexité du produit, de la nécessité de respecter les délais et de maîtriser l'ensemble d'un processus de production compliqué. Notre métier est à part. Nous sommes aux antipodes du virtuel. Les hommes et les femmes qui travaillent dans ces métiers sont des gens passionnés. Ce qui rend la tâche passionnante. »

cents personnes (mille étant parties à la retraite) tandis que nos sous-traitants locaux avaient créé près de six mille emplois. L'effet d'entraînement sur l'emploi a permis de ramener le taux de chômage de la région de Saint Nazaire au niveau de la moyenne nationale.

Quel a été le rôle des cadres ?

Ils étaient concernés au premier chef. Nous avons développé considérablement le rôle de manager. L'application du plan CAP 21 a démarré juste avant les lois Aubry (mai 1998) et nous y avons intégré les 35 heures. Mais nous sommes sans doute la seule entreprise en France à avoir signé, non pas un accord d'ARTT (Aménagement et Réduction du Temps de Travail), mais un accord d'ARTP (Aménagement et Réduction du Temps de Présence). Nous avons en effet réduit le temps de présence dans l'entreprise de 38h30 à 35h, voire moins pour les postés, mais nous avons en même temps augmenté le temps de travail efficace en réduisant considérablement les temps perdus. Pour cela, une importante réorganisation du travail a été engagée : réorganisation de la journée, construction d'une route périphérique autour du chantier, création de six mille places de parking à proximité des lieux de travail, de treize restaurants d'entreprise et de vestiaires et bureaux décentralisés. L'autonomie de chacun a été développée et une certaine discipline a été réintroduite. Dans ce changement le rôle des cadres a été déterminant.

Quels ont été les moments les plus difficiles de votre carrière ?

Sur le plan humain, le drame de novembre 2003 avec l'effondrement de la passerelle. Paradoxalement, c'est aussi un moment où l'entreprise a révélé sa cohésion, sa solidarité et sa capacité à réagir dans un moment dramatique.

Je ne me définis pas comme un patron chrétien, mais je suis un chrétien, exerçant des responsabilités de patron.

La vérité est pour moi une valeur fondamentale de l'entreprise, ce qui veut dire que je m'attache à dire ce que je pense et à faire ce que je dis, c'est ainsi que l'on développe des relations fondées sur la confiance sans laquelle on ne peut rien entreprendre de durable. ●

élections, sur quoi fonder mes choix ?

Et si voter, c'était d'abord témoigner d'une espérance pour le chrétien. Une espérance qui s'engage pour faire évoluer les structures. Nous avons la chance de choisir, de débattre, de nous impliquer. Saisissons la. Réflexions et témoignages.

Y a-t-il une pratique chrétienne du vote ? 6
Charles Bonnet

Quel est le sens d'une élection ? 10
Laurent Tertrais

Vie d'équipe 12
Laurent Tertrais et Christian Mazars

Démocratie : réapprendre à délibérer 13
Laurent Tertrais

Un exemple avec le parti socialiste 15
Michel Noblecourt

Des élections trop françaises 16
Pierre de Charentenay

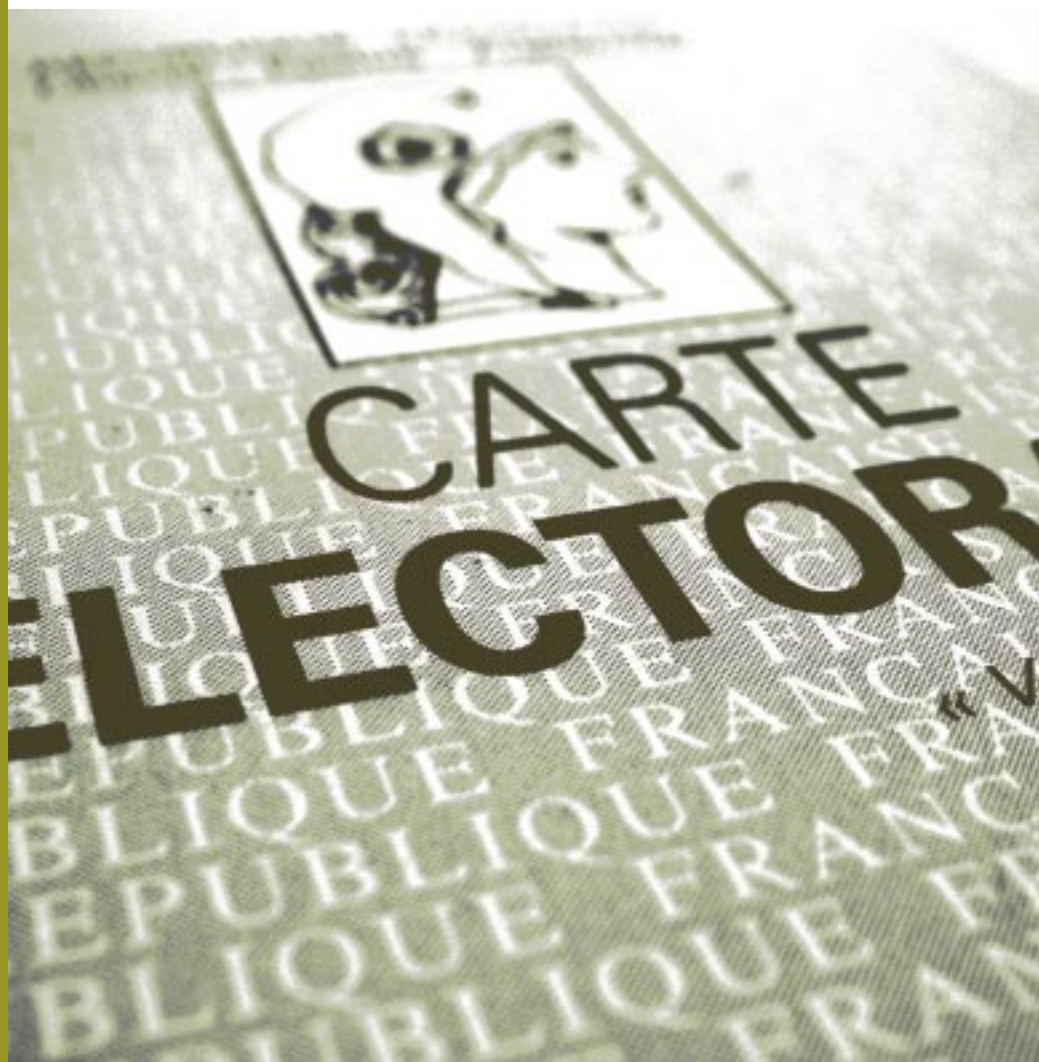
Adhérer, militer, c'est travailler pour le bien commun 18
Jérôme Krieg

Vie d'équipe 19
Denis Garnier avec Christian Mazars

Le MCC sollicité par le ministère du travail 20
Claire Collignon

Une expérience politique ancrée dans la réalité 22
Claire Collignon

L'année qui va tout changer ? 23
Jean-Luc Ménager



Y a-t-il une pratique chrétienne du vote ?

« Y a-t-il une pratique chrétienne du vote ? », ce titre se réfère volontairement à une déclaration de l'épiscopat français publiée, en 1972, sous l'impulsion de Mgr Matagrín et qui reste encore une référence. Elle s'intitulait *Pour une pratique chrétienne de la politique*¹. Charles Bonnet qui avait participé à sa rédaction en retrace les principales lignes directrices et en explique l'actualité.



Il est légitime que des chrétiens partageant la même foi aient des opinions différentes

Pour une pratique chrétienne de la politique n'avait pas l'intention de proposer une « politique chrétienne », un programme politique commun que tous les chrétiens devraient adopter. Bien au contraire, il commençait par une justification du pluralisme, c'est-à-dire de la légitimité, pour des chrétiens partageant la même foi, d'avoir des options politiques différentes. Et cela non parce que la foi n'aurait rien à voir avec la politique, mais parce que la foi ne suffit pas à déterminer nos options et que beaucoup d'autres éléments interviennent dans nos décisions. Mais, si nos options pouvaient être différentes, elles devaient être toujours en cohérence avec notre foi. Il y avait une façon chrétienne de pratiquer la politique. Le texte ne parlait pas explicitement des élections et du vote, mais cela impliquait que, comme tout engagement politique, le vote d'un chrétien devait être, lui aussi, en cohérence avec sa foi.

● **L'Église indique les enjeux**

Pour guider ce choix, les évêques n'ont donc jamais hésité à intervenir au moment des élections. Pendant longtemps, ce fut pour inciter les chrétiens à voter. Le motif n'était peut-être pas uniquement le civisme mais la défense des intérêts ou des objectifs de l'Église contre ses adversaires : défense de l'école libre par exemple. Parfois, elle a pu indiquer pour qui ne pas voter : il lui semblait impossible qu'on puisse se dire chrétien et voter communiste.

Aujourd'hui l'Église se tient beaucoup plus à distance. Elle se contente d'indiquer des enjeux à prendre en considération. C'est le cas du récent message publié par le Conseil permanent de la Conférence des évêques de France en vue des prochaines élections intitulé « Qu'as-tu fait de ton frère? ». Le devoir d'un chrétien est de

« construire une cité plus fraternelle ». Ce vivre ensemble suppose que chacun prenne ses responsabilités, que l'État organise la vie commune et que s'ouvrent des chantiers de fraternité : la famille, le travail et l'emploi, la mondialisation et l'immigration. À ce niveau de généralité, mis à part ce qui est dit sur certains points comme l'avortement ou l'immigration, quel chrétien ne serait pas d'accord avec ces valeurs? La plupart des partis politiques le sont aussi. Cela laisse une grande latitude de choix.

● **Voter est toujours un pari**

Il en est de même lorsqu'on cite, en sens inverse, les options que ne peut soutenir un chrétien comme le fait le texte de 1972 cité plus haut. « Il est clair que la Bible manifeste un certain nombre d'exigences éthiques [...] : le respect des pauvres, la défense des faibles, la protection des étrangers, la suspicion de la richesse, la condamnation de la domination exercée par l'argent, l'impératif primordial de la responsabilité personnelle, l'exercice de toute autorité comme un service, le renversement des pouvoirs totalitaires [...]. Aucun chrétien n'a le droit, sous peine de trahir sa foi, de soutenir des options qui acceptent prônent, engendrent ou consolident ce que la révélation tout comme la conscience humaine réprouve³ ».

Tout cela est bien vrai, mais quand un parti ou un candidat ne nous satisfait pas sur l'un ou l'autre de ces points, doit-on pour autant refuser de voter pour lui alors que, par ailleurs, nous nous sentons tout à fait en phase avec ce qu'il propose? Il n'existe jamais de candidat ou de parti dont le programme soit totalement satisfaisant et conforme à tous les objectifs d'une visée chrétienne. Il peut à la fois prôner certains objectifs parfaitement souhaitables et d'autres qui nous paraissent totalement inacceptables. Ce qu'il faut chercher, c'est le « bon choix » pour reprendre une expression célèbre, non pas le choix de ce qui serait parfaitement bon mais, dans le contexte où l'on se trouve, celui qui permet d'obtenir le maximum des objectifs de notre visée avec le minimum d'inconvénients.

Or nous ne sommes jamais sûrs d'avoir fait le bon choix. Nous choisissons de voter dans tel sens, parce que nous croyons que ce sera

● **Charles Bonnet,**
sulpicien, professeur
de théologie morale
sociale

le plus avantageux pour notre société. Mais, les choses ne se passent jamais totalement comme prévu. L'élu ne tient pas ses promesses, ou pire, il les tient, mais cela aboutit à des résultats totalement opposés à ce qu'on escomptait. Non seulement, nous n'obtenons pas ce que nous espérons, mais nous découvrons que la politique engagée a des inconvénients non prévus. Il n'existe pas de politique qui en elle-même, dans son déroulement, dans ses conséquences, soit totalement satisfaisante. Il faut accepter que notre recherche soit tâtonnante et incertaine. Voter c'est risquer, c'est toujours un pari. Et pourtant il faut choisir même si c'est imparfait ou insatisfaisant car ne pas choisir serait pire.

● Dépasser notre vision des choses

Nous ne sommes jamais sûrs non plus d'avoir fait le bon choix parce qu'il n'existe pas de choix totalement incontestable. Plusieurs chrétiens placés dans les mêmes situations, animés de la même bonne volonté et des mêmes convictions fondamentales, peuvent faire des options très différentes des nôtres. Il n'y a là rien de scandaleux. Cela provient tout simplement de divergences sur l'analyse de la situation ou la priorité donnée aux objectifs à atteindre : on peut très bien être d'accord sur les objectifs souhaitables mais diverger sur ce qu'il faut obtenir en priorité et sur ce qu'on peut tolérer. On juge mineur tel objectif, alors que d'autres le jugent absolument prioritaire et l'emportant sur toute autre considération.

Ainsi aux États-Unis comme en France, la question de l'avortement peut être, pour certains chrétiens, le seul élément déterminant de leur vote, alors que d'autres, tout aussi réticents à ce sujet, se situent par rapport à l'ensemble de ce qui est proposé.

Pour d'autres, le critère déterminant sera celui de la politique d'immigration indépendamment de toute autre considération.

À supposer que l'on soit d'accord sur les objectifs fondamentaux à poursuivre, on peut encore diverger sur les moyens pour les atteindre ou sur l'analyse de la situation. Pour obtenir ce que nous désirons, nous pensons que tel homme ou tel parti est mieux armé que tel autre, ou

Nous devons voter avec lucidité sur nos motivations

que telle politique sera plus efficace et aura moins de conséquences désastreuses.

Ainsi peut-il y avoir devant la même situation une grande variété de choix, mais celui qui choisit autrement que nous n'a pas nécessairement des convictions fondamentales différentes des nôtres : « Je fais un choix différent du tien parce que je veux obtenir la même chose que toi. Mais je pense que ma solution est plus efficace que la tienne ».

La même visée peut donc entraîner une pluralité de votes. C'est là qu'intervient ce que le texte de 1972 appelait le pluralisme⁴. Le pluralisme, c'est reconnaître la légitimité de cette pluralité et en tirer les conséquences. Cela veut dire qu'avant de soupçonner l'autre de mauvaise foi, il est important de comprendre le cheminement de sa pensée pour s'apercevoir qu'on peut vouloir les mêmes choses par des chemins différents. Cela doit nous amener à une certaine relativisation de nos votes. Ils ne sont jamais les seuls possibles pour un chrétien dans une situation donnée.

Nous n'avons donc pas à condamner a priori l'autre parce qu'il a fait un choix différent du nôtre, mais à chercher au nom de quoi il a fait ce choix. Cela pourra nous permettre de mieux tenir compte de valeurs que, lui, a prises en considération et que nous avons négligées. « Un disciple du Christ, idéologiquement situé et politiquement marqué ne peut ignorer les révélations dont le différent, fut-il l'ennemi, est porteur⁵ », disait la déclaration de 1972. La confrontation et l'écoute de l'autre sont donc nécessaires pour arriver en politique à la vérité tout entière en dépassant notre vision des choses et en s'enrichissant de celle des autres. Cela n'empêche pas le combat pour nos convictions mais un combat qui respecte l'autre et la vérité dont il est porteur.

● Critères de vote

Dans certains pays, des partis se donnent explicitement l'étiquette de chrétien : CDU en Allemagne ou Démocratie Chrétienne en Italie. Même si des tentatives ont eu lieu en ce sens en France, même si les analyses sociologiques montrent que le vote des catholiques pratiquants réguliers est assez typé, il y a toujours

● (1) Texte publié dans *Politique, Église et foi*, « Pour une pratique chrétienne de la politique », éd. du Centurion, 1972, p.77 à 110. *Documentation catholique*, année 1972, p. 1011-1021.

(2) *Documentation catholique*, n°2368, 19 décembre 2006, p.1024 à 1033.

(3) *Politique, Église et foi*, p 83.

(4) *Politique, Église et foi*, Pluralisme incomfortable et nécessaire, p.80-85.

(5) *Politique, Église et foi*, p.82.

(6) *Politique, Église et foi*, Les chrétiens, la politique et l'avenir du monde p.106-110.



eu, chez nous, des réticences vis-à-vis d'un unanimité chrétien en politique.

Le vote est laissé à la conscience de chaque chrétien, ce qui ne veut pas dire au caprice. Le texte de 1972 engageait, en conclusion, les chrétiens à intervenir en politique avec gravité, lucidité, rigueur et imagination⁶. C'est toujours d'actualité.

Nous devons voter avec gravité car c'est l'avenir qui est en cause dans nos choix, celui de notre pays, de l'Europe et du monde.

Avec lucidité sur nos motivations et les conditions de notre choix comme sur les limites et les dérives de la politique et des hommes politiques. Cela nécessite vigilance de notre part pour que notre vote ne soit pas démission. Voter ce n'est pas abandonner sans retour la conduite de la politique à ceux pour qui nous avons voté. Ils ont besoin de notre soutien et de notre pression continue pour que la confiance que nous leur avons faite en votant pour eux ne soit pas dévoyée.

Avec rigueur car nos sociétés sont complexes

On peut vouloir les mêmes choses par des chemins différents

et nous devons avoir le souci d'une formation et d'une information soigneusement à jour, pour que nos choix électoraux ne soient pas laissés à notre sensibilité ou à nos a priori, mais soient le fruit d'une intelligence précise de la situation.

Avec imagination enfin, car l'avenir ne sera pas répétition du présent, mais il demande un renouvellement audacieux de nos perspectives pour bien prendre conscience que notre monde est en plein bouleversement. Nos votes ne peuvent se contenter de prendre en compte les problèmes de notre nation. Nous sommes dépendants et responsables de tout ce qui se passe en Europe et dans le monde. C'était déjà une exigence de notre foi, nous ne serions pas chrétiens, si ce n'était pas notre conviction de citoyens. ●

Quel est le sens d'une élection ?

L'élection présidentielle, suivie des élections législatives, est un moment collectif particulier : sous le jeu de règles communes, une multitude de choix individuels font place à une décision collective. Chaque citoyen part d'un choix personnel, mais va vers l'acceptation de celui de la majorité. Savons-nous pour autant reconnaître ce qui détermine le choix politique de chacun de nous et comprendre le sens de notre élection ?

Si la politique est le fruit du renoncement à la violence – et le vote la reconnaissance de l'autorité publique –, l'élection représente le dépassement des intérêts individuels. Voter c'est faire acte de respect pour la collectivité. C'est respecter l'autre « collectivement ». « Le vote est par nature une dépossession volontaire, une renonciation au pouvoir au nom de l'intérêt général », note François Lenglet dans un éditorial d'*Enjeux-Les Échos* de décembre 2006, concluant que « vivre ensemble, c'est renoncer à une partie de soi ».

Savons-nous reconnaître ce qui détermine le choix politique de chacun de nous ? Celui-ci est influencé par l'éducation et la famille. Une socialisation primaire qui transmet une vision du monde et pose inmanquablement des jalons. La vie familiale n'est-elle pas une expérience initiatique de vie en communauté, de confrontation à l'autorité, de partage ? S'ajoutent toutes sortes d'influences : médias, statut socioprofessionnel, lieu de résidence, etc. Il est utile, en ces semaines préélectorales, de relire notre histoire personnelle. Elle fonde un déterminisme : notre vote a son histoire et ses racines qui lui sont propres. Il s'agit de comprendre notre tempérament personnel (l'histoire de notre vote, notre socialisation...).

● Bâtir le vivre ensemble

La foi n'est pas étrangère à nos idéaux politiques. Elle est une aventure intérieure, comme notre choix politique, mais ni l'une ni l'autre ne se vivent dans une sphère privée. Comment, par exemple, passe le clivage gauche-droite dans notre propre univers ? Quelles valeurs (la



● **Laurent Tertrais,**
membre du bureau
national du MCC,
membre du comité
de rédaction

solidarité, la liberté...) fondent nos attentes envers la politique ? Comment hiérarchise-t-on les urgences ? À quoi sommes-nous prêts pour faire face aux enjeux qui nous dépassent, comme par exemple la dette publique ou l'urgence climatique ? Notre vote doit être dégagé et libre. En prendre conscience, c'est se donner les moyens d'aller vers un choix en fonction de ses attentes individuelles et de sa vie quotidienne. Il ne s'agit ni d'un devoir imposé, ni de la conquête du pouvoir mais de l'intérêt pour le vivre ensemble.

Voter, c'est ainsi renouveler un choix de faire société. Voter, c'est aussi dépasser les déceptions possibles de la campagne électorale et la fragilité de la démocratie. Est-ce une raison pour se détourner du vote ? Que faisons-nous pour faire vivre la démocratie ? Les échéances électorales nous rappellent que le chrétien est intrinsèquement appelé à bâtir le vivre ensemble afin de ne pas « croire sans appartenir ». L'élection politique vient nous appeler à une transformation. Le vote est un acte qui nous appelle à nous mettre en mouvement.

● Un engagement incarné

La politique est donc une articulation des tensions entre « moi », « nous » et « le monde ». Agir en politique offre ainsi une réconciliation avec le monde, le préférer tel qu'il est à ce qu'il doit être ; ce n'est pas un mouvement descendant allant des convictions vers l'action, ce qui mène à la déception, mais bien un engagement incarné ! La politique fait place à la spontanéité, à la parole, à l'expression de ses intuitions. Donner sa voix est un don de soi. ●

*Donner sa voix
est un don de soi*

Avant d'aller voter

Chrétiens dans
le monde rural (CMR)
propose une grille
de lecture
des programmes
électoraux.

Portés par une « fraternité inspirée par l'Évangile », ce qu'ils nomment « des options fortes quant à la vie », ainsi que par leurs « intuitions sur le bonheur personnel, familial et collectif venues des expériences humaines », les membres du CMR invitent à confronter les programmes et les paroles des partis politiques. Une lecture de la vie politique sur des sujets nombreux et précis tels que les droits humains, le sens de la vie, les jeunes générations ou la consommation responsable permet, avant d'aller voter, de s'intéresser de près à ce que les futurs élus aspirent à défendre.

L.T.

Document à consulter
sur www.cmr.asso.fr



Vie d'équipe : Mon vote est-il un choix libre ?

➤ À l'issue de cet article sur « le sens de l'élection », voici une première proposition pour une réunion d'équipe par Christian Mazars et Laurent Tetrais.

1^{er} temps Reconnaître ce qui détermine le choix politique de chacun de nous

➔ Dans mon histoire personnelle, quels sont les personnes, les groupes, les événements qui marquent mes choix à l'égard de la politique ?

➔ Quels moyens d'information sont les miens ? Quels systèmes de pensée ai-je comme référence ? Comment cela m'aide-t-il à fonder mon orientation politique ?

2^{ème} temps La politique est une articulation entre « moi », « nous », et « le monde »

➔ Quels sont mes lieux de dialogue voire d'engagement qui me permettent de prendre part au débat politique ?

➔ On parle de méfiance, de désaffection par rapport à la politique. Quelles valeurs, quelles causes vais-je chercher à promouvoir, à défendre ? Comment cela peut-il correctement prendre corps dans un projet de société vécu avec l'autre ?

3^{ème} temps La foi n'est pas étrangère à nos choix politiques ; la foi et la politique ont des dimensions éminemment personnelles, mais ni l'une ni l'autre ne se vivent dans une sphère privée

➔ Puis-je citer tel ou tel document de la pensée sociale de l'Église ; tel ou tel texte de la Parole de Dieu sur lesquels je m'appuie, qui permettent de garder une vigilance dans l'orientation de mes choix ?

➔ Comment ces références viennent-elles nourrir un projet de société ? Quels éléments offrent-elles pour construire cette fraternité inspirée par l'Église ? Y a-t-il telle ou telle action que je puisse mettre en œuvre aujourd'hui avec l'autre ?

Proposition de textes

« Nous avons la chance de vivre en démocratie dans un état de droit. Voter est une liberté que bien des hommes n'ont pas. Chacun d'entre nous bénéficie d'une égale dignité et d'une égale souveraineté. L'enjeu de la politique ne se réduit pas à donner des solutions à des problèmes immédiats, mais, tout en les prenant en compte, il est de proposer un projet de société. Aussi, dans la liberté légitime de diverses options, notre vote doit-il être précédé d'une réflexion et de débats qui nous permettent de définir le monde que nous voulons et d'en préciser les contours pour les années à venir. »

Mgr Jean-Charles Descubes, archevêque de Rouen, in Document Episcopat n°11/2006, « Perspectives pour une société juste et fraternelle », avant-propos

« L'Église ne peut ni ne doit prendre en main la bataille politique pour édifier une société la plus juste possible. Elle ne peut ni ne doit se mettre à la place de l'État. Mais elle ne peut ni ne doit non plus rester à l'écart dans la lutte pour la justice. Elle doit s'insérer en elle par la voie de l'argumentation rationnelle et elle doit réveiller les forces spirituelles, sans lesquelles la justice, qui requiert aussi des renoncements, ne peut s'affirmer ni se développer. La société juste ne peut être l'œuvre de l'Église, mais elle doit être réalisée par le politique. Toutefois, l'engagement pour la justice, travaillant à l'ouverture de l'intelligence et de la volonté aux exigences du bien, intéresse profondément l'Église. »

Benoît XVI, Deus Caritas est n°28



*De nouveaux
modes d'expression citoyens
renouvellent la démocratie*

Démocratie : réapprendre à délibérer

Bonne nouvelle, les citoyens n'ont pas déserté la démocratie : ils ont investi de nouveaux champs politiques. Les travaux de Pierre Rosanvallon offrent un nouveau regard sur la crise de la représentation politique en renouvelant l'analyse de la démocratie. Du constat de désenchantement naissent des exigences constructives.

● **Laurent Terrais,**
membre du bureau
national du MCC,
membre du comité
de rédaction

La précédente élection présidentielle reste pour l'opinion publique l'expression d'un malaise dans la démocratie française. C'est en effet en 2002 que la société prend conscience d'une crise de la représentation que les experts décrivaient depuis plusieurs années. Toutes les grandes démocraties sont touchées. Il est depuis devenu trivial de relever que la confiance entre gouvernés et gouvernants s'érode.

● **Une nouvelle approche de la démocratie**

Désormais, les élections peuvent se transformer en véritable fièvre démocratique¹. Pour dépasser ce constat alarmiste, les travaux de Pierre Rosanvallon² ont été très utilement médiatisés ces derniers mois. Car son travail érudite ébauche une nouvelle approche de la démoc-

ratie, moins théorique que dynamique. Il souligne tout d'abord que la crise de la représentation ne fait qu'illustrer les transformations de la société.

Les classes sociales, hier déterminantes dans l'élaboration de la confiance entre citoyens et élus, ne sont plus figées. Devenues des « communautés d'épreuves », elles ne ressemblent plus à des groupes stables et identifiables. L'électeur, lui, est de mieux en mieux informé. L'accès au savoir s'élargit. De plus en plus éduqué, le citoyen est ainsi plus critique. N'est-il pas alors plus difficile pour les élus de représenter ceux qui les choisissent ? La société civile développe une capacité de jugement grandissante, plus éclatée et moins collective. Ce qui induit un potentiel de déception plus grand envers la société politique.



● La contre-démocratie, un contre-pouvoir ?

On distingue ainsi alors le volet « électoral-représentatif » d'un ensemble d'expressions de vigilance, voire de protestation, en tout cas de défiance : Pierre Rosanvallon la nomme « contre-démocratie ». Elle n'est pas le contraire de la démocratie mais plutôt celle « des pouvoirs indirects disséminés dans le corps social ». Par exemple, il constate qu'il y a moins d'élections de candidats que de « désélections » qui rejettent les élus en place. Mais l'intérêt de son analyse est d'éloigner le lecteur du constat désenchanté de la coupure peuple-élites. Il présente ainsi l'abstention électorale non comme l'expression de l'indifférence mais comme un comportement choisi. La contre-démocratie a ainsi ses vertus : elle repose sur un ensemble de conduites à ne pas déplorer précipitamment, pour y voir des comportements vigilants. Les citoyens votent moins, mais ils cherchent à évaluer le pouvoir et à s'informer sur son action. Ils sont prêts à juger et à critiquer : la contre-démocratie « joue un rôle positif au cœur de l'activité réelle, des médias et des associations ».

Nouvelles formes d'engagements, organisations citoyennes, mobilisations sur Internet, organisations non gouvernementales, mais aussi émergence d'autorités indépendantes de veille, d'instances d'évaluation ou de notation des

De plus en plus éduqué, le citoyen est plus critique

politiques publiques... : et si les nouveaux modes d'expression citoyens étaient des indicateurs d'une vitalité démocratique renouvelée ? Les citoyens ne désertent pas la démocratie : ils investissent la contre-démocratie ! C'est un véritable contre-pouvoir de surveillance qui s'est démultiplié depuis maintenant un quart de siècle. Il est temps de s'en réjouir, tout en restant vigilant.

Car la contre-démocratie a ses torts. Toute défiance peut tourner au dénigrement, voire au populisme. Un « peuple-veto » qui refuse tout aux gouvernants, aux élites et au système exerce alors une souveraineté négative et dégrade la souveraineté critique. On y décèlera, par exemple, les limites de l'analyse altermondialiste et des postures radicales. Toute démocratie de rejet tend à se substituer à la démocratie de projet.

● Une éthique de la discussion

Pierre Rosanvallon tourne le dos au « déclinisme » ambiant. Dépasse l'analyse de la crise de la participation pour formuler le besoin d'une démocratie d'implication. Celle-ci exige de retrouver l'usage de la délibération. Elle demande de créer les conditions institutionnelles d'un débat public vivant. Aux médias d'imaginer de nouveaux canaux d'expression, aux corps intermédiaires de se réformer, bref, organiser le bouillonnement civique constaté et contenir les risques d'excès. C'est remettre en chantier la démocratie pour passer du représentatif au délibératif⁸. Définie comme l'organisation de confrontations et la prise de décision pour trancher entre elles dans l'intérêt général, la politique est avant tout une éthique de la discussion. ●

● (1) De grandes démocraties ont dû faire face à des difficultés à établir des majorités claires comme cela s'est produit aux États-Unis en 2004, en Allemagne en 2005 et en Italie en 2006. On parle de suffrage « too close to call » (trop serré pour désigner un vainqueur), analysé comme une conséquence de « comportements contrariants ».

(2) Professeur au Collège de France, directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, président de la « république des idées ». Dernier ouvrage : *La Contre-démocratie - La politique à l'âge de la défiance*, éd. du Seuil, 2006. Le résumé des cours sur l'histoire du suffrage universel et de la représentation de P. Rosanvallon sont en accès libre sur le site www.college-de-france.fr, Rubrique enseignement / Sciences philosophiques et sociologiques / Histoire moderne et contemporaine du politique.

(3) On se reportera également aux travaux de Jean-Baptiste de Foucauld expliquant que la démocratie représentative ne suffit plus et qu'il faut retrouver une véritable démocratie participative à travers une éthique de la discussion, une « non violence constructive », une « résistance au désir de pouvoir politique ». Voir *Les trois cultures du développement humain*, éd. Odile Jacob, 2002.



Un exemple avec le parti socialiste

Peu après le choix des militants socialistes de désigner Ségolène Royal comme candidate à l'élection présidentielle, Laurent Tertrais a rencontré Michel Noblecourt, journaliste au *Monde*, spécialiste du parti socialiste et qui parle de la démocratie participative comme d'une « belle idée ». Il lui a demandé quelles évolutions il constatait dans ce parti et si ce dernier ne prenait pas le risque d'être affaibli par la démocratie d'opinion. L'avis de Michel Noblecourt.

En 2002, l'élection présidentielle s'est jouée en finale avec des candidats presque septuagénaires.

Cette année, les principaux prétendants ont la cinquantaine. En cinq ans, nous avons changé d'une génération. Parallèlement, l'offre politique se rationalise. Elle s'est bipolarisée avec la création de l'UMP qui rassemble plusieurs partis et avec la remontée du PS depuis 2004. Cela conforte le débat droite-gauche. On a longtemps été habitué à quatre grands partis. Désormais, la compétition se joue pour la troisième place.

Notons également que les partis s'ouvrent à la société civile. Au PS, la place des élus a diminué avec l'arrivée de nouveaux militants. C'est un changement important pour un parti qui avait traditionnellement l'image d'un parti de fonctionnaires. Les nouveaux militants n'ont plus comme principal moteur d'engagement la volonté de se présenter à des élections. Ils attendent de leur parti d'être reconnus comme des citoyens à part entière, qui sont à la fois salariés, consommateurs, membres d'une association et ont des responsabilités familiales. Les partis se doivent d'être plus à l'écoute du corps social.

Le parti socialiste a été capable d'organiser de véritables élections primaires.

Il s'agissait d'une primaire qui ne présumait pas du candidat à soutenir mais l'a fait émerger et lui a donné une légitimité. D'autres partis en sont - pour le moment - incapables, ou ne l'ont pas souhaité. L'élection de Ségolène Royal est le signe d'un changement profond. Parce que c'est une femme, parce qu'elle a un discours en décalage avec l'appareil partisan. Et parce que sa popularité lui vient d'abord de l'extérieur.

Les partis se doivent d'être plus à l'écoute du corps social

La force de la candidate a été d'acquiescer progressivement l'appui du parti jusqu'à obtenir une victoire interne incontestable. Les nouveaux adhérents ont été déterminants dans l'expression de ce renouveau même s'il est impossible d'en estimer le poids. Le parti a donc démontré sa capacité « d'ouvrir les fenêtres » pour reprendre les vœux d'un Michel Rocard en 1994. Il fait cohabiter l'appareil, les adhérents traditionnels et des nouveaux venus.

Il est vrai que Ségolène Royal a été portée par des sondages avant de l'être par un parti.

Mais elle incarne aussi les succès du PS dans les régions. En somme, le choix de cette candidate a aussi été celui des territoires, ce qui n'est pas un mauvais signe dans un pays jacobin. Les partis politiques se rapprochent aujourd'hui (encore très progressivement) des partis de masse européens. L'UMP et le PS avoisinent les trois cent mille adhérents chacun (leurs campagnes d'adhésion spontanées sont un succès). Ils sont en train de changer de nature et de se muer en machines électorales avec le risque de voir le débat se déplacer vers les clubs et les experts. Aux États-Unis et en Grande-Bretagne, la différence entre les deux grands partis s'estompe et les clivages sont souvent artificiels. La démocratie participative est une belle idée, difficile à mettre en place. Nous le vivons avec cette période électorale qui revivifie le débat démocratique. Mais il ne faudrait pas que cette élection ne soit qu'une parenthèse. Il faudra poursuivre dans cette voie du renouveau de la démocratie. Gageons que ces élections posent de nouveaux jalons. ●

Des élections trop françaises

La campagne pour les élections présidentielles françaises envahit nos écrans et nos journaux. Mais tout se passe comme si nous étions seuls au monde, comme si la mondialisation n'avait pas transformé notre réalité sociale et économique, comme si l'Europe n'était pas le contexte de notre avenir. Pierre de Charentenay nous interpelle sur les questions essentielles et l'enjeu de ces élections. De quoi réveiller une campagne très « hexagonale ».



Pierre de Charentenay, s.j.
rédacteur en chef
de la revue *Études*

Notre hexagone national est pris dans le tourbillon de l'élection présidentielle comme si le monde alentour avait cessé d'exister. Les écrans de télévision sont pleins de débats étrangement répétitifs, les colonnes des journaux sont remplies d'analyses et de déclarations. Cette préoccupation est compréhensible puisqu'il s'agit d'élire celui ou celle qui présidera aux destinées de notre pays.

Certes, notre pays est unique au monde. Il est envié, admiré, jaloué. Ses intellectuels sont estimés partout. Sa culture est appréciée sur tous les rivages. Ses sites et son histoire en font la première destination touristique mondiale. Sa langue et sa littérature restent des références.

Si nous en restions à cette autosatisfaction assez primaire, il faudrait nous rappeler deux choses en ce temps de campagne : d'abord que nous ne sommes en rien le centre du monde et ensuite que nous ne valons peut-être pas autant que nous le pensons.



Les oublis majeurs de la campagne

Nous ne sommes donc ni le centre du monde, ni même une puissance vraiment influente sur les destinées de la planète. Si nous avons quelque importance, c'est en tant qu'un des membres de l'Europe, un sur vingt-sept, et encore celui qui a bloqué le développement de cette Europe et qui a perdu de ce fait beaucoup de capacités d'agir. Or les candidats en campagne n'évoquent pratiquement jamais ce thème. Ils devraient au contraire faire des propositions multiples, annoncer clairement leurs options pour sortir de l'impasse où nous

sommes. Ils devraient dire s'ils sont d'accord avec les grandes options de la Commission européenne, avec sa politique d'environnement, avec ses choix dans les négociations de l'OMC, avec sa politique de coopération. Même les politiques que la France pourrait développer de manière indépendante, comme par exemple notre politique africaine, ne sont jamais évoquées dans la campagne, absolument jamais. Que les deux principaux candidats ne soient pas très compétents en politique étrangère et que leur expérience dans ce domaine soit minime, cela ne leur pose aucun problème puisque ce n'est pas ce qu'on leur demande.



Trois domaines clés qui devraient nous mobiliser

La deuxième remarque touche nos performances nationales. En dehors de la démographie où nous sommes les champions de l'Europe avec l'Irlande, nos performances sont assez restreintes. Si le pays a réussi à faire baisser le chômage de manière significative, il n'a qu'une croissance très faible et voit ses industries et même certains de ses services s'en aller à l'extérieur. Le dynamisme est ailleurs, en Asie spécialement. Nous manifestons surtout une incapacité de changer, de nous réformer, de nous adapter. Obnubilé par ses avantages acquis, le Français n'est pas prêt à entrer dans une modernité plus souple, plus inventive, plus créative. Il est vrai qu'il a déjà un bon niveau de vie, une qualité d'existence que beaucoup aimeraient bien avoir, mais en se figeant sur la situation présente, il empêche des évolutions qui lui permettraient de faire

- **À lire :**
Stéphane Rozès,
« Présidentielle 2007 :
retour de l'imaginaire
politique », *Études*,
Février 2007.



face aux changements qui seront nécessaires dans l'avenir. Trois domaines devraient nous mobiliser : la dette publique et les moyens de la diminuer, l'environnement et la préoccupation du développement durable, les retraites et l'allongement de la durée du travail. Mais comment parler de tout cela sans toucher à nos modes de vie présents ? Décidés à ne rien bouger, nous sommes incapables d'affronter des questions aussi fondamentales qu'il faudra pourtant aborder.

Au lieu de nous situer à une telle hauteur, nous entendons des phrases comme « travailler plus pour gagner plus ». Le nombre d'euros dans nos poches est-il le vrai motif mobilisateur d'une grande politique ? S'il en est ainsi, je crains fort pour le devenir du pays. Car l'avenir nous réserve des surprises qui sont visibles déjà dans les tendances que nous observons aujourd'hui : le montant des retraites va diminuer, laissant un nombre de personnes âgées devant des difficultés de plus en plus sérieuses. Les remboursements de santé diminuent à leur tour : on le voit chaque fois que l'on reçoit un avis de remboursement de notre caisse maladie. La valeur travail semble être battue en brèche dans bien des lieux, même si l'augmentation de l'emploi a permis de faire diminuer le chômage, car la question se pose de la place de l'individu dans son travail.

● **L'influence croissante des médias**

Si les élections présidentielles de 2007 restent ainsi très françaises, elles sont de plus en plus influencées par les médias en faisant appel à l'imaginaire. Depuis deux ou trois

Obnubilé par ses avantages acquis, avec déjà un bon niveau de vie, le Français n'est pas prêt à entrer dans la modernité

ans, Nicolas Sarkozy s'est emparé du monde médiatique où il apparaît tous les jours, à un niveau qui n'a jamais été atteint par aucun candidat ou homme politique précédent. Cette stratégie l'a placé comme candidat naturel de l'UMP par simple occupation du domaine de l'image. Ségolène Royal a rattrapé son retard depuis un an en paraissant d'abord dans la presse écrite, puis en faisant les couvertures de magazines, enfin en accédant à la télévision. Cette médiatisation extrême, à laquelle tous les autres concurrents y compris François Bayrou tentent de participer, pose la question de la démocratie, de son rapport à la raison, du véritable débat de fond sur la communauté politique que nous formons, sur les liens de solidarité qui nous unissent, sur la voie que nous voulons porter à l'intérieur de l'Europe et dans le monde. Les *Semaines sociales*¹ faisaient, en novembre dernier, douze propositions qui étaient sous-tendues par une grande attention aux plus défavorisés qu'ils soient en Europe ou en Afrique, voilà une bouffée d'oxygène dans la réflexion par rapport à des discours destinés d'abord à conforter les situations acquises. ●

● (1) Texte complet : <http://www.une-societe-plus-juste.org>
Voir aussi encadré p.35.

Adhérer, militer, c'est travailler

Pourquoi adhère-t-on à un parti politique ? Comment le choisit-on ? À quoi cela sert-il de militer ? C'est d'abord l'occasion de mieux comprendre la vie politique de notre pays. Cette implication en appelle d'autres. Au-delà d'une démythification de la vie politique, c'est participer à un travail concret pour faire avancer la société. Témoignage d'un membre du MCC, adhérent à l'UDF, qui souligne l'apport indispensable des cadres au débat politique.



Jérôme Krieg,
membre du MCC
Paris

J'ai adhéré à l'UDF en 2002, après le premier tour des élections présidentielles. Lorsque j'ai fait part de cette décision à mes amis, la réaction a le plus souvent été : « Mais que fait-on lorsqu'on est adhérent à un parti ? ». Je voudrais donner ici quelques réponses.

Adhérer à un parti politique, c'est tout d'abord soutenir un projet. Une politique qui vise à rassembler les Français, la vision européenne et la volonté d'un état impartial au service de chacun ont été déterminants dans mon choix. L'adhérent peut participer, suivant ses centres d'intérêt, à la construction de ce projet au travers de groupes de travail qui sont constitués selon les échelons de responsabilité (du municipal à l'europpéen) ou les domaines d'activité (économie, social, culture, défense...).

● Apprendre, rencontrer, s'engager

Au cours de l'année 2006, les partis politiques ont élaboré leurs programmes en vue des échéances électorales de 2007. Pour l'UDF, cela s'est fait, entre autres, au cours d'un cycle de colloques visant à faire apparaître les principaux enjeux dans chacun des grands domaines de la vie de notre société. J'ai participé à certains d'entre eux et j'y ai appris beaucoup en particulier grâce à la qualité et la diversité des intervenants.

Être membre d'un parti politique, c'est aussi l'occasion de rencontrer des personnes, souvent enthousiastes, partageant des préoccupations communes. Participer aux grands rassemblements de l'UDF m'a permis de démythifier « l'homme politique » et d'avoir des discussions directes avec des élus, qui sont

beaucoup plus accessibles qu'on ne le croit, y compris les élus nationaux.

La perception des hommes et femmes politiques par les Français serait sans doute bien différente si nous étions plus nombreux à adhérer et à nous engager dans les partis politiques. Le refrain trop souvent entendu « tous pourris » ne résiste pas à la fréquentation de tant de personnes qui donnent leur énergie et leur temps pour le bien commun.

C'est particulièrement vrai pour la politique locale qui, moins médiatisée, paraît plus efficace : il n'est pas rare que des élus locaux de différents bords œuvrent ensemble, de façon pragmatique, en vue de l'intérêt collectif. Par leur ouverture, leur capacité au dialogue, les élus UDF jouent souvent un rôle clé dans ce cas. L'évolution actuelle de l'UDF fait en effet se rencontrer des personnes venant de droite comme de gauche. Pourquoi cela ne serait-il pas possible au niveau national ?

Militer, c'est enfin s'engager pour faire avancer des projets concrets, j'ai ainsi rédigé quelques propositions pour le conseil d'arrondissement sur le sujet des transports. C'est aller vers les autres pour proposer ses idées : les élections approchant, j'ai eu l'occasion de faire du « tractage » sur les marchés. Il faut alors être prêt à défendre ses idées, engager le dialogue, entendre parfois des paroles désagréables, mais aussi des paroles de soutien.

● L'apport des cadres

Je souhaite souligner l'apport que les cadres peuvent faire à un parti politique. Notre expérience de la vie économique et notre pratique

**Militer,
c'est aller
vers les
autres pour
proposer
ses idées**

pour le bien commun

Vie d'équipe : Quel rapport entretenons-nous avec le politique ?

➤ Dans de nombreuses équipes du MCC, on réfléchit aux échéances électorales, aux thèmes de la campagne, à la vérité du discours politique, à l'enseignement de l'Église sur ce thème. Voici une proposition de réunion par Denis Garnier¹.



1^{er} temps Quelle est ma réaction par rapport aux thèmes abordés dans la campagne ?

➔ En écoutant les thèmes abordés lors des campagnes électorales ou en lisant les programmes présentés par les candidats, comment réagissons-nous devant les sujets abordés ?

➔ Tous les sujets n'ont pas la même importance, leur donnerai-je le même ordre de valeur que celui que je découvre dans les propositions qui nous sont faites ? Y a-t-il des secteurs qui me paraissent absents des sujets abordés ?

➔ De quoi ai-je besoin pour me laisser convaincre par une proposition ? des chiffres et des arguments techniques ? des arguments réflexifs qui m'indiquent le type de société que l'on cherche à construire ? La réponse à ces deux questions gagne à s'appuyer sur des exemples concrets.

2^{ème} temps Se laisser séduire ou se laisser convaincre ?

➔ Dans mes choix, qu'est-ce qui retient le plus mon attention : le programme du candidat, sa personnalité, son appartenance politique ?

➔ Y a-t-il tel ou tel élément de la vie publique ou des aspects de la vision de l'homme qui me paraissent incontournables ? Si oui, lesquels ?

➔ Suis-je prêt à tirer les conséquences de mon vote en m'engageant derrière un candidat qui demande des sacrifices personnels (par exemple : allongement du temps de travail, recul de l'âge de la retraite, perte d'avantages acquis.) ?

3^{ème} temps L'éclairage de l'enseignement de l'Église

➔ Est-ce que j'attends que l'Église me donne des éléments de réflexion pour m'aider à fonder mes choix ?

➔ Pour hiérarchiser les sujets abordés lors de la campagne et m'aider à me faire un avis, est-ce que je me réfère à l'Écriture et aux documents de l'Église (enseignement social, encyclique, lettres des évêques) ?

➔ Est-ce que ce sont des thèmes auxquels je réfléchis avec d'autres (soirée-débat en équipe MCC) ?

Proposition de texte

Ephésiens 5, 8-17 « Vivre en vérité »

Pour travailler ce thème, on peut aussi relire la synthèse de l'assemblée partielle du congrès n° 8 « La politique est la responsabilité de chacun » et travailler la proposition de vie d'équipe (*Responsables* n°374, p. 25 « Faire entendre nos convictions ». Cf aussi p. 12 de ce dossier, vie d'équipe : « mon vote est-il un libre choix ? »).

● (1) Équipe « tous en Seine ».

des responsabilités professionnelles nous permettent de contribuer de façon pertinente à la construction des projets des différents partis, en particulier pour ce qui concerne les entreprises et leurs salariés et plus largement la vie économique de notre pays.

Ne négligeons pas non plus notre temps et notre cotisation ; ils sont nécessaires à la vie démocratique de notre pays.

De la vie politique locale à l'élaboration de

programmes nationaux, de l'action militante à la réflexion plus théorique, les possibilités d'engagement dans un parti sont multiples. Nous pouvons tous contribuer, en fonction de nos talents, à la vie démocratique du pays. Les élections de 2007 seront suivies en 2008 par les municipales et les cantonales et, en 2009, par les européennes. Il n'est pas trop tard pour examiner les programmes des différents partis et adhérer à celui dont vous vous sentez le plus proche. ●

Le MCC sollicité par le ministère du travail



L'emploi des jeunes est un enjeu fondamental pour l'avenir de notre pays et un thème prioritaire en politique. Un groupe de travail commun entre la JOC, le MCC et le MRJC réfléchit depuis plus d'un an sur la question de ce travail des jeunes et de leur insertion dans la société¹. Le 29 novembre 2006 a eu lieu, au ministère du travail, une rencontre de représentants de ces mouvements avec le ministre de l'emploi Gérard Larcher. Compte rendu des échanges.

À l'initiative du ministère, les mouvements étaient invités à présenter l'état de leurs réflexions sur ces questions, les projets que portaient leurs membres et leur avis sur le rapport Hetzel².

Fin septembre 2006, la JOC, jeunesse ouvrière chrétienne, a organisé des états généraux sur le travail des jeunes qui ont réuni mille deux cents délégués. À cette occasion, les jocistes ont rappelé la nécessité de la formation des salariés et apprentis vis-à-vis de la législation du travail et l'importance d'avoir des services publics de contrôle efficaces. La JOC a également tenu à réaffirmer l'importance pour le salarié de pouvoir se projeter

dans la durée : par la formation, par le suivi individuel des jeunes en contrats aidés divers, mais aussi par l'évolution du statut des salariés... Comme elle le souligne dans la charte pour l'emploi des jeunes³ signée par des jeunes, des chefs d'entreprise, des hommes politiques de tout bord et des mouvements dont le MCC, les jeunes sont plus que jamais prêts à être acteurs de leur emploi, mais ils souhaitent être soutenus et aidés par les employeurs et les adultes plus expérimentés.

● **Le MCC, signataire de la charte pour l'emploi des jeunes**

Au MCC, les membres du petit groupe de réflexion se sont renouvelés, mais ils restent preneurs de vos initiatives et idées. Dans le prolongement du document remis au printemps dernier et suite à la lecture du rapport Hetzel, le MCC a tenu à réaffirmer l'importance de former et d'informer les plus jeunes sur les nombreuses structures existantes et sur tous les dispositifs facilitant la mobilité et l'accès à l'emploi. Il a également redit l'importance de valoriser l'ensemble des compétences acquises et d'aider les personnes à en prendre conscience. Enfin, il a posé la question de la valeur des diplômes dans le contexte actuel.

Le MRJC, Mouvement rural de la jeunesse chrétienne, poursuit son travail de réflexion et de formation des élus aux questions de création et reprise d'activité en milieu rural. Cela passe par le fait de susciter chez les plus jeunes l'envie d'entreprendre, mais aussi de

Former et informer les jeunes sur tous les dispositifs facilitant la mobilité et l'accès à l'emploi

● **Claire Collignon,**
membre du comité de rédaction



Préambule à la charte pour l'emploi des jeunes

Sur décision de l'équipe nationale des 27 et 28 janvier 2007, le MCC a signé la charte pour l'emploi des jeunes en insistant auprès de la JOC pour que la promotion de cette charte soit effectuée auprès d'élus et d'associations de toutes sensibilités politiques, l'emploi des jeunes étant un enjeu important devant réunir tous les acteurs du monde social et économique. En voici le préambule.

Arrêtons de nous renvoyer la balle ! Travaillons ensemble !

Tous responsables et à la fois tous acteurs. Rien ne définit aujourd'hui les rôles de chacun dans la lutte contre le chômage et l'amélioration de la vie au travail. C'est pourtant la première préoccupation des Français ! Cette préoccupation dépasse nos frontières, le BIT (Bureau international du travail) comptait, en 2005, 192 millions de chômeurs dans le monde, dont 88 millions de jeunes (source : ONU 2003). Définissons nos rôles, nos relations de partenariat dans la lutte à mener pour l'emploi et pour une vie meilleure dans l'emploi ! La charte pour l'emploi des jeunes veut inciter l'ensemble des acteurs de l'emploi à s'engager durablement pour des pratiques en faveur de l'emploi des jeunes et de son amélioration.

Texte complet sur

http://www.joc.asso.fr/presse/JOC_charte_emploi_EG.pdf

former des gestionnaires. Le MRJC réaffirme l'importance d'assurer une cohérence entre les schémas éducatifs locaux et les besoins des territoires. Cette éducation citoyenne vise à donner à chacun les moyens d'articuler harmonieusement projet de vie et projet professionnel.

● **Une volonté d'information sur la politique menée**

Suite aux différentes interventions, le ministre a souhaité apporter des éclaircissements et des éclairages sur la politique menée pour améliorer les conditions d'emploi des jeunes.

Il souligne d'abord le succès de l'apprentissage et les difficultés que ce succès pose actuellement en terme de personnel enseignant disponible pour le suivi dans les CFA (centres de formation des apprentis), mais aussi au niveau des inspections du travail. Des réformes pour l'inspection du travail et des réflexions pour les centres de formation sont en cours sur ces questions.

Il indique également être bien conscient du manque d'information vis-à-vis de certains dispositifs dans la mesure où tous les budgets alloués ne sont pas dépensés. Pour lui, la montée en puissance des maisons de l'emploi et certaines mesures du rapport Hetzel devraient permettre d'améliorer la diffusion de l'information. Il envisage également d'expérimenter la communication d'information pour les jeunes au moment de la journée de préparation à la Défense.

Concernant la portabilité des droits (c'est-à-dire la conservation par le salarié dans un nouveau contrat des droits acquis dans un contrat précédent), des discussions sont en cours avec les partenaires sociaux.

Il souligne enfin que sur la question de la diversité, les choses avancent, bien que trop lentement.

● **Et la suite ?**

Les échéances politiques à venir teintent d'incertitude la poursuite des travaux de ce groupe de travail. Néanmoins, nous restons à l'écoute de vos idées, parce que nos initiatives sont certainement ce qui fera le plus avancer les choses. ●

Un compte rendu plus détaillé de cette rencontre est disponible sur demande : collignon-claire@orange.fr

● (1) Cf *Responsables* n° 370, p. 4 « Chômage des jeunes, les jeunes professionnels du MCC s'impliquent », article de Claire Collignon.

(2) Publié à l'automne 2006, ce rapport propose un certain nombre de mesures émergeant d'un large débat, pour faciliter l'accès à l'emploi des étudiants des universités. Cf <http://www.recherche.gouv.fr/rapport/rapport-thetzel.pdf>

(3) Cf le site de la JOC : http://www.joc.asso.fr/presse/JOC_charte_emploi_EG.pdf

Une expérience politique ancrée dans la réalité

À un moment où la politique occupe massivement le devant de la scène, Claire Collignon a fait l'expérience du débat politique constructif, en répondant à un appel du MCC. Sa réflexion commune avec d'autres mouvements et le ministère du travail sur l'emploi des jeunes lui a fait prendre conscience du fait que tout ne se réglait pas toujours dans un bureau parisien, loin de la réalité.



Claire Collignon,
membre du comité
de rédaction

J'ai été très surprise, il y a plus d'un an, lorsque Remi de Maindreville, aumônier national du MCC, m'a demandé de participer à ce groupe de travail entre mouvements. Comme beaucoup, je me disais : « À quoi bon ? De toute façon les décisions sont déjà prises. ». Portée par une naïve foi dans la force de la parole, j'ai accepté cependant en me disant que l'occasion était suffisamment inédite pour être vécue, mais aussi qu'il y avait tant d'initiatives qui portaient leurs

fruits au MCC que nous ne pouvions pas ne pas essayer de les faire mieux connaître et éventuellement partager par d'autres.

Le mouvement a répondu présent, et nous a permis de formuler à la fois des paroles fortes, porteuses de nos idéaux, mais aussi de mettre en lumière ces diverses initiatives. Première joie !

Le partage avec les autres mouvements a été riche d'ouverture, bien que pas toujours simple car nos moyens et histoires restent très différents. Deuxième joie !

Les conseillers du ministre et le ministre lui-même ont toujours pris le temps de nous écouter, et d'essayer de trouver la meilleure manière de concrétiser ces idées qui émergeaient. Troisième joie !

Car même si la chose publique reste complexe, au centre d'un jeu d'acteurs et d'enjeux très difficiles à saisir, il reste chez ceux que nous avons pu rencontrer cette envie de donner à chacun la chance de réussir sa vie. Humblement humains, ils expérimentent avec parfois des réussites, trop souvent des échecs. Cependant, je ne pense pas que nous sommes de simples cobayes au sein de ces jeux de pouvoir. Au contraire, comme dans la foi, il nous faut apprendre à convertir nos regards et nos comportements pour avoir vraiment envie de vivre ensemble. Chacun à notre place, nous sommes bien les acteurs de cette société ! ●

La politique, une bonne nouvelle ?

Tous les deux ans, et avec le partenariat du MCC, l'association « La politique, une bonne nouvelle » organise des sessions pour éveiller le désir d'agir en politique et le goût de s'y investir.

Ces sessions s'adressent aux 18-35 ans sous forme d'une semaine à la Baume ou dans les Alpes, tous les deux ans, ou sous forme de journée annuelle - la dernière a eu lieu le 17 mars 2007 au Sénat. La politique est-elle une bonne nouvelle ? Voilà une saine provocation. « Provoquer » désigne d'abord le fait de créer un événement... Si les actualités politiques convoquent aux prises de décision, il reste alors à aider chacun à s'y retrouver, dans une démarche de discernement active et personnelle. Les moments vécus attestent si bien d'eux-mêmes qu'il y a éminemment du bon dans ces joyeux rendez-vous politiques. Le mot « provocation », du latin « pro-vocare », appelle à sortir, à susciter, à révéler... Car ce dont il s'agit est bien de nous faire sortir d'une torpeur ou d'une hostilité trop envahissantes face à la politique, de nous la rendre plus accessible, de lever un peu le voile sur ce qui engage les politiques. *Olivier de Fontmagne, s. j.*

Contact : Ceras, 4, rue de la Croix-Faron, 93217 La Plaine Saint-Denis, tél. : 08 70 40 63 89.

● contact@politiquebonnenouvelle.org

L'année qui va tout changer ?

L'année qui va tout changer, c'est ce que répètent médias et candidats à la présidence de la République. On y voit souvent associé le mot de « rupture ».

Une révolution pleine d'un avenir merveilleux ? Le vote auquel nous sommes conviés est important, mais il faut raison garder.



Jean-Luc Ménager,
membre du comité
de rédaction

Chez nos cousins d'Amérique, où guère plus d'un tiers des citoyens juge utile de participer à l'élection de leur président, voici une opinion courante : le président c'est important pour l'image de l'Amérique à l'étranger, mais pour la vie ici, ce qui importe c'est ce que font l'ensemble des Américains et mon avenir c'est mon business à moi.

Ceux qui travaillent en entreprise savent que la sphère des politiques n'est qu'un élément du puzzle des facteurs de réussite. Dans nos démocraties, ce n'est pas tant la couleur du drapeau qui compte, mais la manière dont les adaptations nécessaires sont négociées avec les parties prenantes.



Affichons nos choix

Avec la mondialisation de toutes les données, les réformes ne peuvent être brutales et pour s'inscrire dans la durée requièrent le consensus du plus grand nombre. Il nous faut donc afficher nos choix pour que les candidats et leurs conseillers en tiennent compte. Ainsi, il est utile de proclamer les orientations dégagées de notre congrès¹.

Après des années tristounettes, peut-être que la nouvelle présidence et la nouvelle chambre favoriseront un climat d'espérance. Pour qu'il y ait plus de solidarité, l'ensemble de nos élus doit être intimement persuadé du désir de cohérence dans la durée. À nous aussi d'être cohérents dans la durée : n'arrêtons pas notre action au jour de l'élection, que nous soyons seuls, œuvrant dans un syndicat, un parti politique ou ailleurs. ●

● (1) Cf article p. 31.
Pour une société
solidaire, les proposi-
tions de l'équipe
nationale du MCC.





Sortir du déséquilibre

Quand les multinationales gouvernent le monde,
David C. Korten

À travers la déréglementation et la suppression des frontières économiques nationales, nous avons créé une économie mondiale plus puissante que n'importe quel gouvernement national. Comment mieux partager les ressources entre tous ?

Nous vivons des déséquilibres. 20 % de la population perçoit 82 % du revenu total mondial et consomme comme jamais, alors que 20 autres % en perçoit seulement 1,4 %. Au nom de l'efficacité économique, on s'oriente vers des méga-entreprises, libres de déplacer biens, services et capitaux d'un bout à l'autre de la planète, les services et entreprises publiques sont privatisés avec pour corollaire, le sacrifice de la liberté de l'homme et l'extension d'une extrême pauvreté. David C. Korten dresse un réquisitoire implacable et documenté : désintégration sociale (suicides, drogues, criminalité, réfugiés) et environnementale avec transfert des problèmes écologiques chez les pauvres. Les promesses d'abondance facile des multinationales invitent à affaiblir les communautés humaines, à éliminer des emplois pour créer des richesses, à détruire la vie pour augmenter

la consommation. Tout est fait pour concentrer le pouvoir et le système encourage l'individualisme.

L'auteur nous rappelle que la manière dont un gâteau est partagé est plus importante que sa taille absolue, il sait que le minimum requis est nettement plus élevé que la production actuelle. Mais on peut équilibrer l'utilisation des ressources en fonction des capacités régénératrices de l'écosystème et établir des priorités dans l'affectation du capital naturel disponible, pour que chaque population puisse satisfaire ses besoins. Nous avons le droit et le pouvoir de reconstruire un tissu social à partir de la famille et de communautés qui se soutiennent les unes les autres, nous pouvons faire l'expérience de l'abondance de l'amour dans notre vie, qui devient alors disciplinée, sobre et remplie. Les éléments constitutifs de la révolution

écologique sont le principe de viabilité écologique (taux d'utilisation des ressources égal à la capacité de régénération), de diversité biologique et culturelle, de subsidiarité, de responsabilité intrinsèque (ne pas externaliser certains coûts) et de l'héritage commun (toute personne a le droit d'utiliser les ressources de la connaissance). Dans une société civile forte et dynamique, bienveillante et attentionnée aux autres familles et sociétés, il est possible de reconquérir et de redonner une dimension locale au système économique. Nous retrouvons dans ces propositions nombre d'éléments de la doctrine sociale de l'Église (cf *Compendium de la doctrine sociale de l'Église, Responsables* n° 370, p. 27)

Bernard Chatelain

Éditions Yves Michel,
528 p., 23,50 €



Liberté des marchés, le malaise français

Le grand méchant marché,
Décryptage d'un fantasme français,
Augustin Landier et David Thesmar

L'un est ancien élève de l'ENS, enseignant à la faculté de New York, l'autre ancien X et ENSAE, est professeur à HEC. Les deux auteurs du « grand méchant marché » ont pour ambition de réconcilier les Français avec le marché et le libéralisme.

Pour les auteurs, un marché financier libéré est un accélérateur de croissance et permet le financement de projets à longue échéance. Il n'est pas ennemi de l'emploi. Pour eux, capital et travail sont dans le même bateau. Dans les trois premiers chapitres de ce livre, ils donnent de nombreux exemples de leur thèse. Comment en sommes nous arrivés à ce malaise vis-à-vis de la liberté des marchés ? Au début du siècle, la France est une société de propriétaires fonciers et financiers, attachée au capitalisme, elle dispose d'un marché financier plus large que les États-Unis. Il existe un consensus sur un État minimal et le respect absolu de la propriété privée. Les hauts fonctionnaires, formés à l'École libre (et libérale) des sciences politiques refusent l'intervention publique au-delà de quelques secteurs très nettement définis. Par contre et paradoxalement, la réforme douanière de 1892 a consacré la victoire du protectionnisme (pourtant rejeté par les syndicats) sur le libre-échangeisme. La France est anti-dirigiste et les rares entreprises nationalisées par le Front Populaire restent autonomes, cogérées.

Une explication par l'Histoire

La défaite de 1940 est interprétée par les pétainistes, puis par la Résistance, comme la faillite de l'économie libérale et la victoire des trusts et de leur pouvoir de corruption. Au lendemain de la guerre, on constate donc un large soutien aux nationalisations et à la planification de l'économie, qui effectivement permet la reconstruction, mais Jean Monnet refuse catégoriquement la fonctionnarisation de l'économie, convaincu qu'il faut donner le rôle central aux hommes de l'industrie et non aux fonctionnaires. En fait c'est le contraire qui se produit. Les hauts fonctionnaires tirent parti du système, s'opposant à sa réforme et le secteur financier est devenu propriété des inspecteurs des finances.

C'est un bilan accablant que Pierre Bérégoz essaya de redresser, en 1984, en libérant le marché de l'investissement. Si la confiance des investisseurs revient, la majorité des Français pense cependant que le contrôle de l'État

est la meilleure réponse à la crise et que la concurrence doit être encadrée.

Le besoin d'épargne en actions ne peut être comblé que par les investisseurs étrangers (ils détiennent, en 2001, 45 % du capital des sociétés du CAC 40). En vendant nos entreprises, nous sommes devenus une société de créanciers et avons dissocié notre destin des ambitions de nos entrepreneurs. Pour croître il faut de l'ambition, il faut innover, favoriser l'initiative. Et nous sommes devenus inefficaces ; les patrons, trop proches des élites de l'État ont peu de légitimité. Alors nos auteurs prônent la pertinence de l'allocation des ressources par le marché financier, et particulièrement en encourageant les Français à reprendre possession de leur outil de production pour réorienter nos préférences collectives vers le succès et non vers la sécurité.

B. C.

Ed. Flammarion, 182 p., 15 €



Réduire les inégalités

Non à la fatalité du tout économique, Guy Bottinelli

Guy Bottinelli a été animateur des équipes ouvrières protestantes puis de la mission dans l'industrie. À partir

de son expérience et de ses lectures (car il est vrai que le protestantisme intervient plus sur les questions sociétales qu'économiques), il apporte un contrepoint aux « évidences » d'une économie dont les « lois » ne sont pas tombées du ciel, face à une finance qui s'affole et à un pouvoir politique qui n'a plus guère d'influence. Pour contrer la tentation de repli sur soi ou de résignation, la visée mobilisatrice doit être la réduction des inégalités. Une multitude d'actions déjà engagées méritent d'être amplifiées.

B.C.

Ed. Olivétan, 96 p., 13 €.



1^{ère} UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE CROIRE AUJOURD'HUI POUR LES 25/40 ANS

DU 6 [soir] au 9 JUILLET 2007 à LA BAUME (AIX-EN-PROVENCE)



CROIRE, UN SENS POUR NOS VIES ?

Trois jours de détente, de formation et d'échanges avec la participation notamment de Mgr Pontier, Isabelle le Bourgeois, Jean-Louis Schlegel, Jacques Trublet et bien d'autres intervenants.

Programme détaillé et renseignements au 01 44 35 74 89 ou par mail : marie-paule.pinel@bayard-presse.com



Bayard

Bernard et Bianca ne se sont pas choisis, **et pourtant...**

➤ Dans le précédent numéro, nous vous proposons de découvrir le témoignage d'un accompagnateur laïc au MCC¹ et la manière dont il vivait sa mission. Cette fois-ci, nous donnons la parole à de jeunes professionnels de l'équipe Bianca qui expliquent l'importance de Bernard, leur accompagnateur laïc, dans leur vie et notamment la richesse d'un échange entre générations. Un portrait plein de reconnaissance.



● **Bénédicte Mazereel et Alix Bonnet**
Jeunes professionnelles, membres du MCC



Quand il dit ses doutes ou ses incompréhensions, la foi et ses exigences deviennent plus accessibles

Notre équipe, Bianca, quasiment identique depuis sa création, en avril 2001, est constituée de neuf membres : deux célibataires, sept mariés et « quatre enfants ». Agés d'une trentaine d'années, nous avons six à huit ans de vie professionnelle. Nos horizons professionnels sont divers : RH, juridique, marketing, commercial, ingénieur, pharmacie et social.

Bernard, notre accompagnateur, âgé de soixante-dix ans, père de famille et quatorze fois grand-père, est au MCC depuis toujours, a fait toute sa carrière à la SNCF et est aujourd'hui président d'une association. Notre équipe lui doit son nom, car nous sentions l'importance de son rôle parmi nous².

Une expérience précieuse pour construire nos vies

Bernard prépare toutes les réunions avec nous. Il est très à l'écoute de ce que chacun vit et a toujours des idées pour donner du relief à notre réflexion, nous pousser à aller plus loin avec des questions inattendues qui se révèlent riches pour nos échanges. Par exemple, lors de la préparation du thème de l'exclusion, il nous a questionnés sur les situations d'exclusion que nous vivions dans nos familles. C'est souvent lui qui trouve un



texte d'Évangile pour illustrer nos thèmes.

Pendant les réunions, il écoute beaucoup et intervient peu. Cela ne l'empêche pas de prendre part à la discussion quand il peut puiser dans son expérience professionnelle ou associative. Même si le monde du travail n'est plus celui qu'il a connu, la richesse de son parcours professionnel et des situations qu'il vit aujourd'hui dans des associations nous donne des exemples concrets et souvent actuels (par exemple sur le dialogue avec les syndicats, la gestion des conflits). Son expérience du mariage, de l'éducation des enfants, du choix d'un mode de vie nous est aussi précieuse pour construire nos vies.

S'il ne participe pas à notre tour de table, il fait une synthèse de nos discussions en mettant en exergue une parole qui l'a marqué et en plaçant nos échanges sous le regard de Dieu.

Une invitation à vivre et dire notre foi

Bien sûr, il n'a pas toute la connaissance théologique d'un prêtre, mais nous apprécions sa façon de partager sa foi. Sa vie a été jalonnée de périodes difficiles et pourtant sa foi l'a toujours soutenu. Lors d'un partage d'Évangile, il a toujours une approche qui nous bouscule, n'hésite pas à dire qu'il ne comprend pas ou qu'il doute et c'est un grand soulagement pour nous. La foi et ses exigences nous apparaissent ainsi un peu moins inaccessibles. L'image de la Vierge qui trônait sur son bureau nous a marqués. C'est une invitation à dire notre foi, un exemple pour ceux qui n'osent pas en parler.

Bernard est aussi disponible en dehors des réunions pour rencontrer l'un ou l'autre qui traverse des moments difficiles ou a simplement envie de parler de ce qu'il vit.

Bernard et Bianca ne se sont pas choisis. Ils ont été donnés l'un à l'autre par le MCC. Depuis bientôt six ans, Bernard nous aide à voir l'action de l'Esprit dans nos vies et à vivre vraiment notre foi dans tous nos lieux de vie. Le seul regret que nous pourrions avoir est de ne pas pouvoir célébrer d'eucharistie en équipe, mais nous avons l'occasion de le faire dans le cadre du MCC. ●

● (1) Cf *Responsables* n°374, p. 42, « un accompagnateur laïc témoigne ».

(2) Du dessin animé de Walt Disney intitulé *Bernard et Bianca*.

Retraites et sessions organisées avec le MCC

POUR TOUS

Centre de la Baume les Aix
du 19 Au 24 août 2007



UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU MCC

Chemin de la Blaque,
13090 Aix-en-Provence,
Tél. : 04 42 16 10 30
Renseignements : 01 42 22 59 57

POUR LES COUPLES

Le Reposoir (Haute-Savoie)
du 5 août au 11 août 2007



Dans le chalet des Cyclamens
Tél. : 04 50 98 63 51.

**Au cœur du couple,
nos vies se parlent-elles,
nos corps se parlent-ils ?**

HALTE SPIRITUELLE

EN COUPLE AVEC LES ENFANTS

Nous vivrons cette halte à la fois
individuellement et en groupe avec

alternance de temps de prière personnelle, communautaire, de silence et de partage en couple et en équipe, sans oublier randonnées, rencontres festives et célébrations avec vos enfants. Parcours guidé par Danièle Michel, xavière, Joseph Traband, jésuite, Henri et Marie-Noëlle Callies.

Contacts : Danièle Michel : 01.55.95.86.18 dsolmichel@club-internet.fr
Joseph Traband : 04 76 42 93 36 joseph.traband@jesuites.com

POUR LES JEUNES PROFESSIONNELS (25-35 ANS)

Penboc'h (golfe Du Morbihan)
Du 16 au 26 août 2007



Reconnaitre Dieu dans ma vie.

SESSION RETRAITE. Un temps animé par une équipe de jésuites, prêtres diocésains, religieuses et laïcs, dont des accompagnateurs du MCC : François Boëdec ; Véronique Thibaut ; Franck Delorme; Bernard

Gallière ; Virginie Lecourt ; Danièle Michel; Danielle Eon ; Rita Crivelli ; Annie et Marc Sellier ; Bill O'Brien; Baudoin Roger ; Chantal et Emmanuel Guillermain.

Contacts : Marc et Annie Sellier 06 30 12 59 71 - 06 08 72 88 87 m-a-sellier@orange.fr

Quel est le lien du MCC à l'Église ?

➤ On nous demande souvent : « le MCC est-il un mouvement vraiment spirituel ? Quel est son lien à l'Église ? ». Prenant le célèbre texte de saint Paul qui compare les membres du corps à l'Église¹, Erwan Chauty nous aide à répondre à ce questionnement.



● Erwan Chauty, s.j. accompagnateur d'équipes jeunes professionnels

Prenons une comparaison : le corps est un, et pourtant il a plusieurs membres : mais tous les membres du corps, malgré leur nombre, ne forment qu'un seul corps. » N'est-il pas de même de nos équipes ?

Faisons jouer l'image, en comparant l'équipe au corps vivant, agissant..., et non au corps mort autopsié par un légiste. Après un déménagement, il arrive qu'on se dise : « je sens des courbatures sur des muscles dont j'ignorais l'existence ! ». De même, lorsqu'elle avance, vit et travaille, une équipe MCC découvre la place de ses membres.

« Si le pied disait : « comme je ne suis pas une main, je ne fais pas partie du corps », cesserait-il pour autant d'appartenir au corps ? » (v. 15). Ainsi, c'est parfois celui qui est fonctionnaire qui va soutenir celui qui est dans le privé. C'est parfois, si on l'écoute, l'équipier le plus discret qui va en trois mots éclairer la situation difficile d'un autre équipier.

● (1) Première épître aux Corinthiens, 12, 12-30.

Certaines équipes consacrent cinq minutes, en fin de réunion, pour une relecture : dans le silence, chacun repense à la réunion. On sent comment chaque membre a joué son rôle ou ce qui va mal. Reprenons l'exemple du déménagement : « tu vas te faire mal au dos, tu ne plies pas les jambes pour soulever les caisses ». Tu laisses tel membre de côté, tu vas épuiser un autre et lui faire du mal. « L'œil ne peut pas dire à la main : je n'ai pas besoin de toi. Même les membres du corps qui paraissent les plus faibles sont nécessaires » (v. 22).

Saint Paul présente aussi la « sympathie » : « Si un membre souffre, tous les membres partagent sa souffrance; si un membre est glorifié, tous les membres partagent sa joie » (v. 26).

La tête, c'est le Christ

Pourtant, ce n'est pas d'équipe MCC que traite l'apôtre, mais de l'Église, du corps du Christ : « vous êtes le corps du Christ et vous êtes ses membres, chacun pour sa part » (v. 27). Si notre vie d'équipe s'identifie à ce que saint Paul dit de l'Église, il nous faut en tirer une leçon. Apprendre à vivre en équipe MCC à travers nos différences, c'est faire l'expérience de l'Église, c'est devenir ce peuple de Dieu, corps du Christ, temple de l'Esprit. Avancer en équipe, se soutenir et partager notre amitié, cheminer ensemble sur le chemin d'Emmaüs, c'est vivre de l'Esprit et être Église. Il nous restera alors à reconnaître la source de cette unité qui n'était pas gagnée d'avance : la tête du corps, c'est le Christ. Nous aurons aussi à découvrir la dynamique qui nous ouvre à l'universalité de l'Église : nos relations entre équipiers nous appellent à nous ouvrir à tous les membres de l'Église universelle. Nous pourrons, enfin, rendre grâce pour notre communion par la célébration de l'Eucharistie. ●

Posez-nous vos questions et nous tâcherons d'y répondre : journal.responsables@mcc.asso.fr



La solidarité, une attitude spirituelle

➤ **Comment construire la solidarité ? Relisant le congrès lors de l'équipe nationale du MCC¹, Remi de Maindreville, aumônier national, a attiré l'attention des participants sur cinq points qui peuvent nous aider à trouver la bonne attitude pour inventer de nouveaux modes de solidarité.**



● **Remi de Maindreville**, s.j. aumônier national du MCC

L'ouverture à la différence

Avant de se constituer en mesures sociales concrètes spécifiques, la solidarité est une attitude de cœur, d'ouverture et de dialogue, où la différence de l'autre trouve à s'exprimer.

« Mon identité chrétienne est une identité relationnelle² ». Elle a son centre de gravité dans la relation au Père et aux frères », comme en Jésus-Christ. Nous nous construisons avec, et non sans les autres.

Une tradition ne l'est plus si elle ne peut plus s'ouvrir et s'intégrer avec l'autre. Cette attitude profonde qui nous tourne vers l'autre et nous veut à l'écoute n'est pas innée. Elle s'éduque, se reçoit, elle surmonte pour cela bien des peurs et des replis : l'autre est toujours une menace. Dans l'Évangile et la Bible, l'autre, l'étranger, ouvre l'horizon, est une occasion de salut (Is 45,1 ; Lc 7, 1-10).

Aujourd'hui, les peurs sont culturelles. Leurs conséquences sont déterminantes dans le champ religieux, culturel, social. La différence est-elle prétexte à la haine, au rejet, au ghetto, ou est-elle prétexte à la mixité, au dialogue, à la recherche commune de règles communes ? À une attitude qui nous met en rapport avec d'autres mouvements³ ?

L'élargissement du regard

Cette solidarité nous invite à élargir notre champ de vision et notre regard dans l'espace et dans le temps.

Dans l'espace : la solidarité a longtemps concerné les hommes et les femmes d'une même nation sur deux ou trois générations pour

compenser des inégalités liées au nombre d'enfants, à la maladie, à la vieillesse, aux ressources... Aujourd'hui, l'autre s'élargit aux dimensions du monde et a parfois plus d'incidence que les plus proches sur la marche de l'entreprise, sur l'avenir ou la précarité du monde, pour la guerre ou la paix.

Cet élargissement est culturel : ce que nous faisons et décidons ici a des répercussions bien ailleurs et inversement : c'est la parabole du papillon selon laquelle un froissement d'aile à Tokyo déclenche un séisme à Paris. Cela est particulièrement apparu dans les assemblées partielles du congrès consacrées aux finances, au management, au développement et à la politique.

Dans le temps : la solidarité aujourd'hui va bien au-delà de deux ou trois générations. Elle concerne le développement et la pérennité de la planète dans des conditions vraiment vivables pour les hommes. Comment réintroduire le long terme, le durable ? Comment aussi faire société et articuler les générations ailleurs qu'au travail ou dans les relations « naturelles » telles la famille ou la communauté ? Comment cette articulation se vit-elle dans la vie associative et dans la vie des mouvements ? Comment le « durable » y est-il assuré ?

Être juste

L'élargissement de notre regard pose à nouveau la question de la justice : qu'est-ce qu'être juste ? être injuste ? Nous avons besoin de reconnaissance comme le manifestent les questions d'intégration et de discrimination. Comment faire droit à tous, à l'autre ? En particulier comment résoudre la précarité locale du

● (1) L'équipe nationale du MCC s'est tenue les 27 et 28 janvier 2007 à Paris, dans les locaux du MCC et a réuni une cinquantaine de personnes : responsables et aumôniers de région, animateurs de réseau, bureau national, etc.

(2) Christian Salenson, cf *Responsables* n° 373, p. 16.

(3) Cf. par exemple l'article de Claire Collignon p. 20. « Le MCC sollicité par le ministère du travail ».



Bernard Bougon, s.j., nouvel aumônier national du MCC

L'équipe nationale du MCC a été l'occasion d'annoncer l'arrivée de Bernard Bougon, nouvel aumônier national du MCC, à partir du 15 avril 2007. Bernard Bougon, jésuite, est consultant ; il est accompagnateur spirituel au MCC à Lille et familier du Mouvement depuis de nombreuses années. Remi de Maindreville, aumônier national du MCC depuis octobre 2001 devient le 15 avril 2007 rédacteur en chef de *Christus*, revue de spiritualité ignatienne.

travail dans un monde et un marché mondial où les règles sont variables ? Des injustices entraînées par les conditions culturelles et sociales viennent aujourd'hui percuter aussi le monde du travail.

À la vision essentiellement « économiciste » du monde, il nous faut opposer une vision plus sociale et digne du travail, permettant à chacun de mieux développer son potentiel humain en sécurisant davantage les risques liés à la précarité et aux périodes de chômage.

Sortir de la critique stérile

Une solidarité nouvelle requiert un vrai travail, un investissement rigoureux sur le plan de la pensée et de l'échange. La société, le monde sont devenus complexes, interdépendants. Y agir demande d'analyser les conséquences, les efforts possibles.

Deux écueils graves sont à éviter. Le premier est le fait de se satisfaire d'explications simplistes : le renvoi de la responsabilité sur l'État, sur l'Europe, sur la mondialisation, la culture ou la religion. Or, nous avons besoin d'accepter de penser les tensions : maintenir du travail pour des seniors en lien avec des entreprises qui n'en ont pas besoin et développer une vraie employabilité dans des carrières plus mobiles... Comment penser l'intégration dans le respect des personnes ? Il s'agit de sortir du binaire pour

entrer dans une logique nouvelle.

Le deuxième écueil est de tomber dans des couples conceptuels mortifères, en matière de pensée et de jugement. Ainsi, le couple victimisation/dénonciation occulte toute vision en vue de l'action. Pour retrouver du dynamisme, il faut pourtant accepter de donner de soi, malgré parfois le sentiment d'injustice éprouvé. De même, le désenchantement qui nourrit la morosité et l'indifférence conduisent à une fausse tolérance sans horizon, sans sens de la vie. Sortons de la critique inactive.

La gratuité dans nos relations

Une solidarité d'ouverture met au centre la parole et la gratuité : il est urgent de développer dans le travail des relations bonnes, bienveillantes, marquées par le plaisir. Il est urgent de recréer des communautés de travail. Un fonctionnement social ne peut se satisfaire d'organisation, sinon il meurt. Nous avons besoin de gratuit, de plaisir, d'espace où chacun met du sens. Espaces nouveaux de gratuité, de parole, d'action, de vie associative.

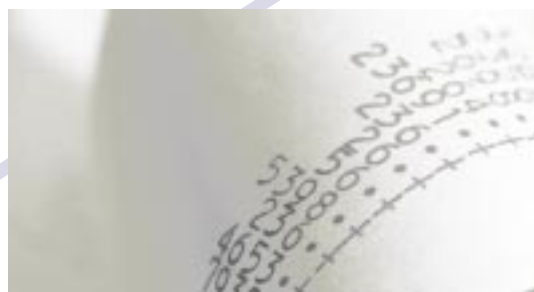
Dieu n'a pas voulu un monde pour lui, ni un monde abandonné à ses propres forces. Il y a associé l'homme dès le commencement, au point d'en faire son fils et de lui livrer la totalité de sa vie et de la puissance de son amour, fondement de cette solidarité. ●

Il est urgent de développer dans le travail des relations bonnes, bienveillantes

Pour une société solidaire, les propositions de l'équipe nationale du MCC

➤ Une des richesses du MCC est de s'interroger sur les questions de société. L'équipe nationale du MCC a ainsi souhaité que chaque région puisse approfondir un ou deux thèmes parmi ceux mis en lumière au congrès de Marseille¹, à la veille d'échéances politiques importantes. C'est l'occasion de prendre part à des débats économiques et sociaux. Comment agir personnellement ? Que pouvons-nous faire collectivement ? Restitution des propositions² développées en équipe nationale pour nous inciter à l'action, par Laurent Tertrais.

1 • Pour une éthique financière



➔ S'interroger sur notre rapport à l'argent

- Être vigilant sur notre mode de consommation, d'épargne et de placement en appliquant des critères éthiques ; ne pas rechercher de profits maximums.
- Distinguer l'argent de son utilisation car ce n'est pas l'argent qui est condamnable, mais l'usage qu'on en fait.
- Être attentif à la notion « l'argent pour l'argent » qui peut faire gagner plus que son propre travail.

➔ Comprendre la complexité des mécanismes et des enjeux avant de condamner

- Beaucoup de problèmes viennent du manque d'information de nos contemporains sur les mécanismes économiques et sur la mondialisation, comme par exemple lorsque l'entreprise fait des profits et licencie.

➔ Ai-je le souci de l'homme au sein de la logique financière ?

S'interroger en tant que manager

- Appliquer les principes de subsidiarité et de suppléance fondamentaux de la doctrine sociale de l'Église depuis l'encyclique *Rerum Novarum* ; savoir déléguer, faire grandir, et développer les « talents ».

2 • Exercer un management responsable

➔ Assumer ses responsabilités

- Prendre conscience du paradoxe de nos besoins entre sécurité et flexibilité-transparence.
- Fonder notre action sur une vision constructive en nous appuyant sur l'espérance chrétienne et notre prière.

➔ Agir dans ses propres responsabilités

- Identifier nos espaces d'action « je ne suis pas seul ».
- Chercher quelles sont nos marges de manœuvre pour promouvoir l'homme dans l'entreprise.
- Faire confiance, déléguer, donner droit à l'erreur, reconnaître.

➔ Une écoute de la Parole sans détour

- Retrouver le message de l'Église : la primauté du travail sur le capital et celle de l'homme dans le travail. (Cf. l'encyclique *Laborem Exercens*).

3 • Exiger la santé pour tous

➔ Pour un droit à la santé

et une responsabilisation des citoyens

- La santé est le droit au soin de son corps.
- La gratuité des soins a un coût, identifier



● (1) Le congrès de Marseille a privilégié huit thèmes. *Responsables* a publié deux numéros spéciaux qui font la synthèse des débats des assemblées partielles du congrès (n° 373 et 374) et développent certaines des propositions évoquées dans cet article. Pour commander ces numéros, cf. p. 2.

(2) Les numéros de paragraphe ci-contre correspondent aux numéros des huit assemblées partielles du congrès de Marseille

Des débats en région

Le MCC se mobilise dans les régions. La région Centre a organisé début février une journée de réflexion : « chrétien et citoyen, qu'as-tu fait de ton frère ? ». Les équipes de Chambéry ont organisé plusieurs rencontres avec des élus « pour les interpeller sur les rapports de l'homme avec le travail en France, sur les virages et les évolutions à prendre, sur la promotion pour plus de justice ». Le président du Conseil général de Savoie Patrick Mignola, le député Dominique Dord ou encore le maire de Chambéry Bernard Besson sont intervenus. A l'Ouest, les jeunes professionnels de Bretagne- Pays de Loire ont fait un week-end sur le thème de la politique. Des chercheurs ont aussi répondu à l'appel du MCC. Ainsi, Zaki Laïdi, professeur à Sciences Po et Pierre Martinot-Lagarde, directeur du Ceras, ont animé deux soirées sur le thème : « France, où va ta politique ? ». *Laurent Terrais*

- ce coût et en prendre conscience.
- Faire attention au fait que des contrôles excessifs ne dévalorisent pas les métiers de santé.
- Le patient a besoin d'être accueilli comme un homme et non seulement comme un dossier médical. Il a à se responsabiliser pour ne pas être seulement un assisté devant le médecin.

→ La santé, une nécessité pour les pays pauvres, comme les pays riches

- 90 % du marché mondial de la santé est réservé à 15 % de la population (États-Unis, Japon, Europe).
- Apprendre à faire face à l'immigration sanitaire.
- L'immigré sanitaire comme le clandestin sont des hommes qui ont droit à la santé.
- Le donateur a une responsabilité envers le plus pauvre : choix du don et des ONG qui travaillent à responsabiliser le bénéficiaire, sélection d'une aide qui réponde à un besoin analysé.
- Importance de l'éducation au développement pour le donateur.

4 • Relever le défi de la diversité religieuse et culturelle



Certaines manières de débattre de la diversité aboutissent à des impasses car on y oppose des choses qui ne sont pas du même ordre et sont irréductibles. L'important c'est l'attention à l'autre.

→ L'attention à l'autre : une attitude de croyant pour dépasser ces défis :

- Refuser que ce soit toujours « le semblable » qui prime. Refuser de vivre une « différence » agressive.
- Dépasser une éducation qui pousse au fusionnel et au conformisme pour que la différence s'exprime.
- La Bible valorise l'altérité et les différences.
- On peut donc vivre la différence en acceptant que l'autre différent ait quelque chose à nous dire.



5 • Participer à la lutte contre l'exclusion et à l'accueil des plus fragiles

→ Plus de solidarité dans les parcours professionnels et pré-professionnels devenus plus accidentés

- Créer des espaces d'écoute et de conseils.
- Multiplier les lieux d'accompagnement du type du GRE (Groupe recherche emploi).
- Favoriser le tutorat dans les entreprises par des seniors expérimentés.
- Inciter à l'embauche d'apprentis ou de contrats de professionnalisation.
- Mettre en œuvre des moyens réels de formation favorisant l'évolution de carrière.

→ Avoir des attitudes de solidarité

- Encourager personnellement la création de petites entreprises individuelles : investir dans les organismes financiers solidaires et dans le micro crédit.
- Sensibiliser à accepter dans notre environnement proche le travail avec des personnes différentes : former à l'accueil de l'autre...

6 • Aider au développement sans fragiliser les économies faibles

→ Exercer son devoir d'opinion

- Affirmer nos convictions auprès des élus, en particulier sur le développement durable, le respect de la planète, la lutte contre la corruption.
- Promouvoir des organisations d'entreprises ou d'associations qui favorisent la justice sociale.
- Dans nos environnements proches, promouvoir la certification sociale selon la norme SA8000 et une gestion éthique de l'entreprise

→ Avoir des gestes quotidiens différents

- Le gaspillage au quotidien a des conséquences plus graves que ce que l'on imagine ; rappeler l'importance des gestes quotidiens.
- Réfléchir à nos dépenses : combien donnons-nous de temps ou d'argent en pourcentage

de notre salaire pour que des actions de développement puissent voir le jour ?

→ Partager les propositions faites par les associations

- Pour les membres du MCC, s'informer des campagnes du CCFD dont nous sommes partie prenante, en particulier la campagne : « État d'urgence planétaire : votons pour une France solidaire¹ »
- Approfondir les propositions qui concernent tout particulièrement le MCC : « Pour une France active en termes de responsabilité sociale et environnementale des entreprises » ; « Pour en finir avec le scandale des paradis fiscaux et judiciaires » ; « Pour une aide française réellement au service de la lutte contre la pauvreté et les inégalités ».
- Redécouvrir l'encyclique *Populorum progressio*. Voir aussi *Deus Caritas est* (§ 28 et 29).
- Débattre et organiser des réunions d'équipe autour d'un des chapitres du livre blanc des Assises chrétiennes de la mondialisation, ACM, dont le MCC est membre co-fondateur : *Dialogues pour une terre habitable*.

7 • Intergénérationnel : travailler ensemble

→ Dépasser le constat général de rupture entre générations

- Dépasser le constat global qui favorise les défiances entre générations : sous-emploi des seniors, laborieuse intégration des jeunes, question du financement des retraites,...

→ L'intergénérationnel est une question du rapport à l'autre

- Affirmer que c'est une question évangélique : « comment peut-il être mon frère s'il est mon concurrent ? ».

→ L'intergénérationnel, c'est possible

- Des façons de « faire ensemble » sont possibles : transmission d'un savoir-faire dans l'entreprise, tutorats basés sur des relations « gagnant-gagnant ».
- L'intergénérationnel se décide et s'organise ; c'est du ressort des managers.

8 • Pour un engagement politique

→ Partie prenante dans la crise du politique

- Nous sommes responsables de la crise de la représentation politique car elle est celle des

élites ; nous sommes responsables de l'appréhension de la complexité des problèmes et des structures gouvernantes. Notre rôle n'est-il pas de comprendre, de simplifier, d'expliquer et d'inviter à agir ?

→ Retrouver le goût de l'aventure politique

- Retrouver le goût de l'aventure politique, pour agir dans le monde tel qu'il est, appelle la nécessité d'avoir des convictions fortes, de penser des ruptures et de développer un imaginaire politique.

→ Une conscience éclairée

- Encourager les comportements politiques courageux qui vont parfois à l'encontre de l'opinion.
- Se laisser interpellé même vivement sur le bien commun (ex. de la dette ou du développement durable).
- Dépasser nos seuls intérêts particuliers et immédiats.

→ Adopter une attitude constructive

- Rejoindre les associations, débattre avec des personnes qui partagent une vision de la réalité proche de la nôtre, qu'elle soit d'Église ou non.



- Organiser des débats sur l'ensemble des questions évoquées, c'est-à-dire se mettre en action.

Sur le plan spirituel, nous sommes appelés à être prophètes en évitant deux tentations : vouloir le pouvoir politique pour lui-même ou lui être complaisant ; vouloir un pouvoir religieux, comme une manière d'imposer nos façons de voir.

● (1) <http://www.crid.asso.fr>

Les trois points retenus par le CCFD sont :

- « Accueillir l'étranger ou périr avec lui » ;
- « La politique agricole française et européenne peut être une arme contre la pauvreté » ;
- « L'aide de la France contre la pauvreté et pour la démocratie ».

Les débats de Varenne

Le MCC a organisé par le passé des conférences qui étaient un lieu de réflexion pour les membres de la région parisienne. Le Mouvement a souhaité reprendre cette initiative, particulièrement en ce temps d'élections, et ce dans une double optique : créer un lieu convivial pour se rencontrer entre membres du MCC mais aussi d'autres mouvements ; favoriser le rayonnement du MCC et lui permettre une prise de parole dans la société civile. Nous espérons que progressivement les débats de Varenne s'étendront aux régions, en réponse au souhait des responsables de région réunis à l'équipe de nationale en janvier 2007. Ces débats auront lieu chaque trimestre environ. Découvrez l'invitation au premier débat en p. 39 de ce numéro.

Christophe Prouvost

Informations :
site internet du MCC :
<http://www.mcc.asso.fr>
Contact :
Christophe Prouvost
(debat.varenne@mcc.asso.fr)

➤ **Edito** Laure Déléry ➤ **Actualités et agenda** H. Lerossignol et L. Déléry ➤ **L'Église et le monde** : Il y a quarante ans : *Populorum progressio* ; Semaines sociales de France, *Thierry de Somer* ➤ **Des données chiffrées qui nous questionnent** : le changement climatique, *Olivier Vasseur* ➤ **Page zoom** : Vers une globalisation plus juste, livre de Joseph E. Stiglitz, économiste américain, lecture par *Laure Déléry*

ÉDITO

Suite à la conférence internationale tenue dans le cadre de la convention climat et du protocole de Kyoto, les 6 et 7 novembre 2006 à Nairobi, et à la réunion du GIEC, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, à Paris fin janvier 2007, nous sommes interpellés sur le changement climatique et nos choix individuels et collectifs pour en gérer les conséquences.

Dans ce numéro, nous continuons à découvrir les richesses de l'encyclique sur le développement

Populorum progressio.

Nous vous présentons également le dernier ouvrage du prix Nobel de l'économie 2001 Joseph E. Stiglitz qui nous propose d'inventer une nouvelle gestion de la mondialisation.

Laure Déléry



Laure Déléry



Hélène Lerossignol



Olivier Vasseur



Thierry de Somer

ACTUALITÉS

Le 14 janvier 2007 : 93^e Journée mondiale des migrants et des réfugiés :

Benoît XVI a réclamé des garanties pour « les droits et la dignité » des migrants, en particulier dans les camps de réfugiés.

Du 20 au 25 janvier 2007 : Le forum social mondial 2007 à Nairobi au Kenya

Deux représentants du MCC, Jean Devaux, président CCFD Ile-de-France et Laure Déléry, déléguée au comité diocésain CCFD Paris, sont partis avec la délégation du CCFD au forum social mondial (FSM) de Nairobi. Depuis le premier FSM qui s'est tenu à Porto Alegre au Brésil en 2001, six autres FSM se sont tenus autour du monde¹. Le septième Forum social mondial avait pour thème « Les luttes du peuple, les alternatives du peuple » et a rassemblé des ONG du monde entier. Il « a placé la justice sociale, la solidarité internationale, l'égalité des sexes, la paix et la défense de l'environnement à l'agenda des peuples du monde ». Compte rendu de ce voyage extraordinaire dans le prochain numéro.

● (1) Cf *Responsables* n° 369 « Le forum social de Bamako ».

les 9 et 10 décembre 2006 à Paris

Retour sur la rencontre annuelle des représentants du MCC au sein de délégations diocésaines du CCFD¹

Les membres du MCC qui sont engagés au sein du CCFD (Comité Catholique contre la faim et pour le développement) se réunissent une fois par an pour échanger sur leur implication au CCFD en tant que membres du MCC. Le MCC fait partie des vingt-huit mouvements et services d'Église qui constituent la collégialité du CCFD. Cette rencontre a eu lieu au siège du MCC, rue de Varenne à Paris. La réflexion a porté sur les liens entre le MCC et le CCFD et sur le renforcement des liens entre le MCC et d'autres mouvements et services d'Église du CCFD, notamment l'ACI (action catholique indépendante). Des débats ont émergé la volonté de renforcer et de mieux organiser les liens entre le MCC et le CCFD. Car les réflexions du CCFD irriguent le MCC, tout comme le MCC apporte au CCFD le regard de personnes en responsabilité dans les entreprises et fait évoluer ce regard.

Le MCC s'est prononcé sur certains points pour le rapport d'orientation du CCFD en cours de rédaction et qui porte sur la période 2008-2012 : • La place des actions sur le terrain et l'équilibre avec les actions de plaidoyer doivent être examinés • Il est important que le CCFD ne devienne pas une ONG comme les autres • Qu'elle garde sa dimension chrétienne • L'Afrique doit rester un axe prioritaire • La richesse du CCFD réside notamment dans le fait que les mouvements travaillent ensemble. Ce lien entre les mouvements doit être renforcé. Philippe Ledouble a rappelé l'engagement à l'international du MCC qui fait partie de Pax Romana et de l'Uniapac. L'intérêt est triple. Spirituel par le fait de s'ouvrir à ce qui est vraiment différent ; intellectuel avec par exemple l'état de la réflexion sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne et, organisationnel. C'est une question d'identité du MCC. On ne peut pas comprendre le monde à partir de la seule culture française.

● (1) Première ONG française de solidarité internationale, fondée en 1961 sous l'impulsion du pape Jean XXIII, à l'initiative des évêques de France pour organiser la lutte contre la faim.

L'ÉGLISE ET LE MONDE

Il y a quarante ans, *Populorum progressio*

Le 26 mars 1967, le Pape Paul VI publiait sa lettre encyclique *Populorum progressio* sur le développement des peuples. Pour la deuxième fois consécutive, nous vous proposons de revenir sur ce texte fondateur de la doctrine sociale de l'Église.

Paul VI appelle, dans le chapitre III « L'action à entreprendre » à une répartition équitable des biens de la nature selon le principe de la destination universelle des biens auquel sont subordonnés tous les droits y compris ceux de propriété et de libre commerce (PP 22). Voilà qui fait écho aujourd'hui aux actions du « commerce équitable », aux débats de l'OMC.

Paul VI insiste aussi sur le rôle d'éducation des organisations professionnelles (PP 38) : « Si leur raison d'être est de promouvoir les intérêts de leurs membres, leur responsabilité est grande devant la tâche éducative qu'elles peuvent et doivent en même temps accomplir. À travers l'information qu'elles donnent, la formation qu'elles proposent, elles peuvent beaucoup pour donner à tous le sens du bien

commun et des obligations qu'il entraîne pour chacun ». La naissance, le 1^{er} novembre dernier, de la Confédération Internationale des Syndicats (CIS) est de nature à répondre à cette nécessité.

La justice sociale à l'échelle de notre temps et de la planète exige des réformes urgentes et concertées :

« *Qu'on nous entende bien : la situation présente doit être affrontée courageusement et les injustices qu'elle comporte combattues et vaincues* ». Le développement exige des transformations audacieuses, novatrices. Des réformes urgentes doivent être entreprises sans retard (PP 32). « *La seule initiative individuelle et le simple jeu de la concurrence ne sauraient assurer le succès du développement* ». « *Des programmes*

sont nécessaires... » que les « *pouvoirs publics* » doivent initier et surveiller (PP 33). Pensons ici à l'évolution et à la naissance depuis quarante ans, des diverses organisations internationales (FMI, BIT, OMC..).

Paul VI prône ainsi une collaboration mondiale, et propose que soient prélevées sur les dépenses militaires des sommes affectées à la création d'un « *fonds mondial* » affecté au développement (PP 51). Le pape évoque le « *sens social* » (PP 70) dont les acteurs économiques alors en place font preuve chez eux (dans les pays développés), et leur demande d'exercer le même « *sens social*. » dans les pays en développement où ils s'implantent, un avant-goût de la notion de Responsabilité sociale des entreprises ?

Thierry de Somer

Les Semaines Sociales de France

Elles se sont réunies les 24, 25 et 26 novembre 2006 au CNIT (Paris-La Défense) sur le thème

« Une société juste ? ».

Elles lancent une vaste campagne pour une société plus juste résumée en douze propositions

(<http://www.une-societe-plus-juste.org/>) parmi lesquelles :

10. Accueillir dignement les immigrés.
11. Faire du co-développement des pays d'émigration africains une priorité de sa politique d'aide.
12. Tenir ses engagements financiers à l'égard des pays pauvres.

<http://www.ssf-fr.org/>



AGENDA 2007

• **Formations au développement** : Le centre Développement et civilisations Lebrez-IrfeD organise un cycle de formation : « développement et recherche-action : stratégies et pratiques, du global au local », pour répondre aux besoins des acteurs du développement en s'inspirant des démarches du père Lebrez et d'Henri Desroche. Deux séminaires sont encore à venir : **Mars-avril** : la gestion démocratique du développement (les 8 et 22 mars ; les 5 et 26 avril) • **Mai-juin** : la stratégie du développement, évaluation des expériences (les 10 et 24 mai ; les 7 et 14 juin). **Renseignements et inscriptions au** : 01 47 07 10 07 contact@lebrez-irfed.org



DES DONNÉES CHIFFRÉES QUI NOUS QUESTIONNENT

La maîtrise
de la demande
d'énergie est
la véritable
problématique

Le changement climatique

Le changement climatique est à la fois une question planétaire et un engagement personnel pour décider de choix collectifs à venir.

Dans *La Croix* du 10 janvier 2007, on pouvait lire : « depuis 1950, on n'avait pas connu un mois de janvier aussi chaud dans l'hémisphère Nord. (...) En Russie, les ours n'arrivent plus cette année à s'endormir ». Tous les jours, désormais, le changement climatique est sur les ondes, dans la presse quotidienne et les magazines, il envahit les écrans de cinéma comme le film avec Al Gore, « Une vérité qui dérange », et fait l'objet de rapport sur ses aspects économiques (*Stern Review*, octobre 2006¹). Au-delà de nos économies de chauffage et du plaisir de boire un café en terrasse en plein hiver, d'autres que nous subissent déjà des impacts socio-économiques majeurs : le lac Tchad a perdu 90 % de sa surface en quarante ans, les digues au Bangladesh sont de plus en plus souvent débordées, la liste est longue et s'allonge tous les jours... Entre renouvelable et non-renouvelable, la question énergétique est désormais omniprésente. Chacun y va de sa ritournelle et de son expertise. Et en cette année de débat électoral, où nos candidats s'empressent de signer le pacte écologique d'un animateur de télévision, il va falloir se mettre à réfléchir et à comprendre les enjeux qui se font de plus en plus... chauds ! Car finalement, n'est-ce pas la maîtrise de la demande d'énergie qui est la véritable problématique ? Si nous Français, nous croyons ne pas avoir à faire d'efforts grâce à nos centrales nucléaires, il n'en

reste pas moins que nous avons une cinquantaine de bombes atomiques en puissance sur notre territoire. L'essai de Jean-Pierre Dupuy² « *Retour de Tchernobyl* » nous rappelle qu'un nuage radioactif est forcément une question internationale. Il ne nous est donc plus permis d'éluder la question à titre personnel : il nous faut prendre le temps d'analyser notre empreinte écologique et nos comportements énergétiques (ma voiture et mon tramway) et alimentaires, car une protéine animale nécessite pour sa production jusqu'à neuf fois plus de terre qu'une protéine végétale, explique Bruno Dorin du CIRAD, (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement). Les citoyens consommateurs que nous sommes représentent deux tiers de la consommation totale d'énergie (contre 24 % à l'industrie rappelle Benjamin Dessus, président de Global Chance³). Réduire notre consommation d'énergie c'est évidemment un impératif personnel, mais ce sont également des choix collectifs en matière d'urbanisme et d'aménagements du territoire. Nous allons apprendre la sobriété pour pouvoir partager avec le monde ce qui a permis notre développement au XX^e siècle et que nous avons désormais rendu rare et cher. Un beau thème pour une réunion d'équipe pendant le carême.

Olivier Vasseur



ZOOM SUR UN LIVRE

Vers une globalisation plus juste

Joseph E. Stiglitz, économiste américain, a été prix Nobel de l'économie en 2001. Son dernier ouvrage est paru, l'an dernier, en français *Un autre monde : contre le fanatisme du marché* aux éditions Fayard¹. Il y propose une meilleure gestion politique et financière de la mondialisation.

L'ancien chef économiste de la Banque mondiale démontre comment une meilleure gestion politique et financière de la mondialisation pourrait non seulement profiter à tout le monde mais aussi endiguer ses nombreux échecs actuels issus du « tout économique ».

Parmi ces échecs, la liste est longue :

- la croissance économique qui creuse les écarts entre les « gagnants » et les « perdants » ;
- l'accroissement des inégalités dans les pays, par l'augmentation de la précarité des travailleurs peu qualifiés ;
- la dette des pays les plus pauvres qui écrase leur développement ;
- l'instabilité des marchés mondiaux préjudiciable à ceux qui pâtissent le plus des taux de change et des taux d'intérêt ;
- le repli protectionniste choisi des pays industrialisés et la libéralisation subie des marchés des pays pauvres ;

- la persistance de maladies éradiquables dans les pays pauvres, du fait de l'interdiction d'accès aux médicaments protégés.

Une mondialisation maîtrisée

Joseph E. Stiglitz appelle donc de ses vœux une mondialisation maîtrisée permettant de corriger ses défaillances. Il propose de réinvestir le champ du politique, de restructurer le système financier international, de mieux coordonner notre interdépendance planétaire. Et ce, au niveau national, sur le modèle des pays scandinaves qui investissent dans l'éducation et la recherche avec un solide filet de protection sociale ce qui permet de déboucher sur une économie plus productive et compétitive. Mais aussi au niveau international, par une meilleure gestion de la dette et des emprunts des pays pauvres, par la réforme du régime international de la propriété intellectuelle, par la création de tribunaux internationaux chargés de juger la concurrence déloyale en matière fiscale, de normes sanitaires...

Pour les libéraux américains, c'est un « artiste de l'impossible » : il propose en effet que chaque pays ouvre ses marchés à toutes les économies qui sont plus petites et plus pauvres que lui. Il suggère des « billets verts mondiaux », monnaie de réserve se substituant aux dollars américains dont le rôle actuel confère aux USA le privilège exorbitant de pouvoir emprunter à tout va auprès du reste du monde.

Comment les sujets qui touchent à la mondialisation nous interpellent-ils ? Les trouvons-nous difficiles, obscurs, réservés aux calés en économie ? Comment cherchons-nous à nous les approprier afin de faire changer les choses par notre mode de consommation, un vote citoyen et informé, et le placement de notre argent ?

Laure Déléry

(1) Source : *Courrier International* n°829, 21-27 septembre 2006.

(1) Rapport intégral : www.hm.treasury.gov.uk/independent_reviews/stern_review_economics_climate_change/stern_review_report.cfm

(2) Ed. du Seuil, Essais, 2006.

(3) Global Chance est une association de scientifiques qui s'est donné pour objectif de tirer parti de la prise de conscience des menaces qui pèsent sur l'environnement global pour promouvoir les chances d'un développement mondial équilibré. Elle publie *Les Cahiers de Global Chance*.





Martine Parent, nouvelle trésorière nationale du MCC

➤ **Comment devient-on trésorière nationale du MCC ? Christian Sauret a rencontré Martine Parent qui vient de prendre ses fonctions. Elle a une perception originale de ce nouveau « métier » qu'elle définit volontiers comme celui d'un « passeur ».**

Vous êtes depuis quelques mois la nouvelle trésorière nationale du MCC. Vous parlez spontanément de la chance que ce Mouvement présente à vos yeux. Pourquoi ?

Je pense être quelqu'un qui écoute, plus qu'il ne parle. Je suis au MCC depuis deux ans environ, et j'ai tout de suite été frappée par la richesse et la qualité des échanges et du partage d'expériences, à tous les niveaux, pas seulement dans mon équipe. Si le Mouvement n'existait pas, dans ses dimensions régionale et nationale, cela ne serait pas possible. Le congrès de Marseille m'a fait découvrir combien des rassemblements larges sont féconds et font percevoir la dimension d'Église et le foisonnement des débats dont nous bénéficions. Le MCC est un lieu où les gens parlent, réfléchissent, osent prendre des attitudes engagées, que l'on sent portées par des valeurs humanistes et spirituelles. Ce lieu est une chance, il offre la possibilité de croiser des personnes très différentes, des expériences professionnelles variées, où les générations se rencontrent : quel bonheur d'être en contact et de travailler avec les plus jeunes parmi nous !

Vous semblez dire que ces richesses ne se retrouvent pas dans le milieu professionnel...

J'ai fait toute ma carrière à Radio France, dans un milieu culturellement très riche et, bien que de formation juridique, c'est dans la gestion budgétaire que j'ai trouvé ma voie. Ce métier a été pour moi l'occasion de concrétiser un goût de la médiation que j'ai découvert alors, pour permettre à des personnes de métiers éloignés de se comprendre. Dans les postes que j'ai occupés, j'ai voulu faire en sorte que des personnes diverses, des intérêts divergents se comprennent mieux. Je pense avoir, pour l'essentiel, joué un rôle de passeur, par exemple entre les exigences du Budget et les contraintes

des opérationnels. J'ai eu la chance d'exercer mes fonctions dans un environnement de grande qualité..., sauf les dernières années où, à la suite d'évolutions d'organisation, je n'ai plus retrouvé les valeurs humaines et professionnelles qui étayaient mon activité.

Comment êtes-vous arrivée au MCC ?

La perte de valeurs dans mon milieu professionnel m'a fait rechercher un environnement où je retrouverais ces éléments fondamentaux. Le chemin du MCC s'est alors tout naturellement imposé ! Véronique Olagne¹ m'a bien entendue. L'équipe qui m'a accueillie a rapidement élargi le champ de mes attentes et m'a fait retrouver aussi la richesse de la réflexion spirituelle, que j'avais un peu délaissée.

Et vous voici dans la fonction de trésorière nationale...

Quand Alain Brunelle² m'en a fait la proposition, j'ai été surprise et réticente. Puis j'ai réalisé qu'il s'agissait là encore, au-delà d'une saine gestion budgétaire, d'être « passeur » entre les membres du MCC qui ont des perceptions différentes de nos besoins financiers, d'expliquer et de convaincre. Je suis heureuse de m'employer pour le MCC à cette mission, même si ce n'était pas du tout prévu dans mes projets de « jeune retraitée » ! ●

Nouvelles prises de responsabilité au MCC

- **Hélène Lerossignol-Bayeux** est déléguée du MCC au CCFD.
- **Christel Koehler**, nouveau membre du Bureau national, est déléguée du MCC à l'international.

● (1) Responsable de l'accueil de la région Paris.

(2) Secrétaire général du MCC depuis novembre 2006, cf. son portrait dans le n° 371, p. 50 de *Responsables*.

Invitation

Les débats de Varenne organisés par le MCC

Entre enjeux collectifs et
comportement individuel,
notre responsabilité jusqu'où ?

Débat le mardi 20 mars 2007 de 18h45 à 20h30
suivi d'un cocktail

avec **Hugues Portelli**, sénateur UMP du Val-d'Oise
et **Christian de Boissieu**, économiste
animé par **Henri Weill**, journaliste, France 3, la 5, RFO

Au MCC, 18 rue de Varenne 75007
Entrée libre dans la limite des places disponibles.

Renseignements : debat.varenne@mcc.asso.fr
ou sur le site du MCC : <http://www.mcc.asso.fr/>

Responsables

Éditeur : U.S.I.C. - 18, rue de Varenne - 75007 Paris

Tél : 01 42 22 18 56

<http://www.mcc.asso.fr> - journal.responsables@mcc.asso.fr

Directeur de la publication : Alain Brunelle

Rédactrice en chef : Agnès de Préville

Graphiste : Véronique Vaude

Secrétariat : 01 42 22 59 57

Comité de rédaction : Anne-Marie de Besombes, Françoise Brunelle, Bernard Chatelain, Claire Collignon, Geneviève-Isabelle Coulomb, Denis Garnier, François Lacroix, Christian Mazars, Jean-Luc Ménager, Solange de Coussemaker, Laurent Tertrais.

Aumônier national : Remi de Maindreville

Impression : Color 36, 36320 Villedieu-sur-Indre

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2007 - mensuel

Inscription CPPAP n°0709 G 81875 Membre de l'A.P.M.S.

Toute reproduction partielle ou totale des articles parus dans ce numéro est interdite sans l'accord de la rédaction.

Responsables

BULLETIN D'ABONNEMENT

À renvoyer accompagné du règlement à :
Responsables abonnements - MCC - 18, rue de Varenne - 75007 Paris
Tél. : 01 42 22 59 57. journal.responsables@mcc.asso.fr

OUI, je souhaite m'abonner (ou me réabonner) à Responsables

OUI, j'offre un abonnement à :

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

e-mail : _____

Membre du MCC oui non Sympathisant

Autre : _____

42 € (1 an)

57 € (étranger par avion 1 an)

47 € (CEE 1 an)

100 € (abonnement de soutien 1 an)

Prix au numéro : 5 € (6 € étranger) - **Paiement par chèque à l'ordre de l'USIC**

Conformément à la législation en vigueur vous disposez d'un droit d'accès, de modification et de suppression des informations vous concernant (art.34 de la loi Informatique et Liberté) enregistrées sur la base de données du MCC en vous adressant au secrétariat du MCC. Par notre intermédiaire vous pouvez être amené à recevoir des propositions d'autres sociétés et organismes. Si vous ne le souhaitez pas, il vous suffit de cocher la case ci-contre.



mouvement chrétien des cadres et dirigeants

Pouch

P R I È R E

Pierre Teilhard de Chardin

Jésus Sauveur de l'activité humaine, soyez le salut de l'unité humaine

Non, vous ne me demandez rien de faux ni d'irréalisable.
Mais simplement, par votre Révélation, et votre Grâce
vous forcez ce qu'il y a de plus humain en nous
à prendre enfin conscience de soi-même.

L'Humanité dormait, - elle dort encore, -
assoupie dans les joies étroites de ses petits amours fermés.
Une immense puissance spirituelle sommeille au fond
de notre multitude, qui n'apparaîtra que lorsque
nous saurons forcer les cloisons de nos égoïsmes
et nous élever par une refonte fondamentale de nos perspectives,
à la vue habituelle et pratique des réalités universelles.

Jésus, Sauveur de l'activité humaine,
à laquelle vous apportez une raison d'agir,
- Sauveur de la peine humaine,
à laquelle vous apportez une valeur de vie,
soyez le salut de l'unité humaine,
en nous forçant à abandonner nos petitesse,
et à nous aventurer, appuyés contre Vous,
sur l'océan inconnu de la charité.

in Hymne de l'univers, LVII